



Déjà vingt ans, c'est beaucoup et c'est peu. Voici donc vingt ans que Pain pour le prochain et DM-échange et mission<sup>1</sup> ont décidé ensemble de lancer ce projet probablement un peu utopique mais tellement précurseur. Pour DM-échange et mission, il y a une longue tradition d'engagement dans le développement rural et communautaire (fermes-écoles, envoyés agronomes, divers projets de développement, etc.). Pour Pain pour le prochain, c'est aussi une des nombreuses thématiques prioritaires défendues tout au long de ces années et qui atteste qu'une économie éthique entre le Sud et le Nord est possible.

Il y a d'abord eu le Service chrétien d'animation rurale (SCAR) et le Service chrétien d'appui à l'animation rurale (Secaar) puis la décision de créer la fondation TerrEspoir en Suisse en lien avec la création du groupement d'initiative communautaire au Cameroun.

Vingt ans après, ce beau projet est encore là. Évidemment les défis sont nombreux, évidemment le monde a changé. Mais quelles évolutions dans le commerce équitable, dans la défense d'un monde plus juste et plus récemment dans le développement durable !

A l'époque, précurseur sûrement, aujourd'hui, en phase avec les défis qui attendent notre société, sûrement aussi.

C'est pourquoi Pain pour le prochain et DM-échange et mission se réjouissent de poursuivre cette belle aventure et de promouvoir TerrEspoir comme un projet vitrine réaliste et à dimension humaine.

**Longue vie à TerrEspoir !**

Daniel Tillmanns, chargé de projets PPP et président de TerrEspoir  
Laurent Venezia, responsable administratif de DM-échange et mission et vice-président de TerrEspoir







**BONIFACE LONTIO, PREMIER COORDINATEUR**







# UN LANCEMENT SPONTANÉ 1992

**« Les élèves que tu as formés à la ferme-école de Bagam, nous les retrouvons ici en ville, parce qu'ils n'ont pas pu vendre leurs produits et se sont découragés. » C'est certainement cette remarque du pasteur camerounais Luc-Norbert Kenne à Olivier Martin, dans son bureau de Yaoundé, en mai 1992, qui a été le déclencheur de TerrEspoir. Les deux amis se connaissent depuis plus de dix ans.**

Luc-Norbert Kenne est alors responsable de la jeunesse au sein de la Fédération des Eglises et Missions du Cameroun. Très intéressé par l'agriculture et par l'élevage, il a toujours eu la vision d'aider les jeunes à se prendre en charge. Quant à Olivier Martin, technicien agronome suisse, il a dirigé, onze ans plus tôt, ladite ferme-école de Bagam, école d'agriculture appartenant à l'Eglise évangélique du Cameroun, en pays Bamiléké, région rurale de l'Ouest. Depuis, Olivier Martin revient régulièrement au Cameroun en tant qu'expert-conseil de DM-échange et mission<sup>1</sup>, comme lors de ce printemps 1992 où il vient de terminer un séminaire de formation dédié à l'animation et au développement rural, domaine dans lequel les églises ont toujours été pionnières. Pour ce faire, elles ont, par exemple, participé à la création des fermes-écoles, pour enseigner aux jeunes Africains à cultiver la terre.

Olivier Martin a commencé sa carrière dans un cadre laïc ; il s'est rendu compte à ce moment-là que le développement conçu d'un point de vue purement technique et matériel est sans cesse freiné par des questions d'ordre culturel et même spirituel. Et voici comment : à l'époque où l'on introduit la culture attelée, il voit plusieurs bœufs empoisonnés par jalousie ; en effet, ces animaux représentent un élément de prestige et non un outil de travail ; dès lors, il n'est pas accepté que des jeunes en disposent, car cela bouleverse l'ordre établi. Frappé par cette expérience, Olivier réoriente alors son travail vers les églises, lesquelles envisagent le développement de manière plus complète en travaillant également sur les mentalités.

Manifestement, les jeunes Camerounais formés à Bagam manquent de débouchés pour leurs produits. Il faut trouver une solution. Dans le bureau de Luc-Norbert Kenne, on suggère de créer un système de commercialisation entre les différentes régions du pays. Encadrant des groupes de jeunes dans plusieurs régions rurales, le pasteur camerounais a donc pour ainsi dire « sous la main » les premiers acteurs d'un tel réseau. La région produisant les ananas pourrait en envoyer dans la région où sont produits les avocats et vice-versa. De même avec les régions à papayes, fruits de la passion ou bananes.

En outre, pour certains fruits, la maturité débute en bordure de l'océan et se termine sur les plateaux montagneux. Olivier Martin conseille, par conséquent, de commercialiser également des fruits en Europe. Pour ce faire, il relève que les avions retournent souvent vers l'Europe les soutes vides. Les compagnies seront peut-être prêtes à accorder des prix concurrentiels pour transporter les fruits. Cette alternative à la commercialisation en Afrique doit être symbolique. Or c'est cette branche qui se développera principalement, à partir du Cameroun puis d'autres pays d'Afrique.







UN LANCEMENT SPONTANÉ, 1992

Luc-Norbert Kenne n'est pas seulement un homme de vision ; il est aussi un homme d'action et de mobilisation. Il charge deux personnes d'étudier la faisabilité d'une commercialisation des produits en Europe : Martin Sop et Boniface Lontio.

Boniface Lontio est bénévole à l'Association camerounaise pour la Promotion de l'auto-emploi, dont les bureaux se trouvent au Foyer protestant d'Akwa, à Douala. Après son baccalauréat, en 1980, il a étudié à l'Institut panafricain pour le développement à Douala et obtenu le diplôme de cadre technique en Développement. Quant à Martin Sop, c'est un homme d'affaires, propriétaire de trois boulangeries à Douala.

---

## FACE À LA CRISE, LES CONSEILS NE SUFFISENT PLUS

Le Cameroun a de grandes potentialités de production agricole. Mais tout cultivateur arrive assez rapidement à la constatation que, si produire est relativement facile, vendre ou commercialiser sa production est beaucoup plus ardu. Les paysans africains pourraient facilement nourrir toute l'Afrique et même plus, si leur travail était valorisé et s'ils pouvaient obtenir un juste prix pour ce qu'ils produisent.

En 1992, la notion de commerce équitable est dans la tête de tous les acteurs du développement. Le problème de la commercialisation demeure entier, et il se pose encore aujourd'hui, avec toujours plus d'acuité, pour les producteurs agricoles de Suisse et d'Europe. Que se passe-t-il, lorsque les biens de première nécessité sont considérés comme une marchandise quelconque, susceptible de ne pas être rentable ? Lorsque les producteurs de nourriture se découragent et jettent l'éponge, il en résulte pénuries et famine. Le producteur de nourriture doit donc trouver une juste rémunération.

À cette période également, la population du Cameroun est particulièrement écœurée de la situation économique désastreuse provoquée par la chute des prix du cacao et du café. Les structures de commercialisation de ces produits ont partiellement disparu. Le ralentissement du commerce affecte aussi les produits vivriers qui ne trouvent pas suffisamment preneurs ; les acheteurs n'ont pas assez d'argent. Les problèmes rencontrés par les producteurs sont tels qu'il n'est plus possible aux coopérants européens de leur apporter simplement des conseils et des encouragements. Soit l'engagement de ces derniers entre dans le concret, soit ils doivent s'en aller. Mais l'aide au développement est obligée de passer par d'autres formes que l'aide directe. Il s'agit plutôt de valoriser la personne, ses compétences et son activité.

Voilà ce qu'écrivent à cette période les animateurs du Service chrétien d'animation rurale (SCAR), un service créé en Suisse par DM-échange et mission et l'Alliance missionnaire évangélique pour accompagner et conseiller les projets d'animation et de formation, en zones rurales d'Afrique, principalement. Le SCAR a surtout œuvré sous forme de séminaires et de visites sur place et par la production de matériel didactique : « Nous ne nous sentons plus capables de continuer à former et conseiller des jeunes à produire, alors qu'ils n'ont pas de débouchés et que de plus en plus, la désespérance s'installe dans les campagnes. C'est d'ailleurs un phénomène qui devient mondial, et nous vivons cette situation terrible de populations qui ont faim d'un côté et de paysans qui sont rétribués pour ne plus produire d'un autre côté<sup>2</sup> »







---

## PREMIERS PAS

Lors d'une réunion du SCAR, le 10 juin 1992, Olivier Martin soumet au comité son souhait de pouvoir agir plus concrètement auprès des paysans africains au niveau de la commercialisation de leurs produits frais ou transformés. Le comité le pousse à poursuivre ses recherches dans ce sens et propose de refaire le point en fin d'année.

Ce même mois de juin 1992, le service Terre Nouvelle (qui regroupe en Suisse romande Pain pour le prochain, l'EPER<sup>3</sup> et DM-échange et mission), organise à Lausanne-Dorigny un rassemblement festif des paroisses réformées. Un slogan est imaginé pour cette occasion, « TerrEspoir », avec comme logo deux pièces de puzzle représentant chacune une moitié de la mappemonde et prêtes à s'emboîter. Ce slogan et ce logo frappent l'attention des responsables du SCAR, car il traduit très bien leur propre projet d'importer des produits frais du Cameroun et de rémunérer les producteurs à prix coûtant. Ces responsables prennent donc contact avec les organisateurs de la journée festive pour leur soumettre leur demande de reprendre le terme TerrEspoir et le logo, demande qui a été acceptée.

Au mois d'août, Olivier Martin prie Boniface Lontio de mener une étude sur les producteurs et leurs potentialités de production agricole et leurs coûts au Cameroun. Un plan de voyage est étudié, afin de visiter une série de localités : Kumba, Loum, Ndoungué, Mbô (Centre polyvalent), Bamboutos (ferme-école de Bagam) et Fombot, avec une liste des personnes à contacter.

Dans le Moungo, région de production des ananas et des papayes, Boniface Lontio rencontre Bosco Tedom à Loum, par l'entremise de Luc-Norbert Kenne. Le pasteur connaît Bosco Tedom depuis le temps où il a été stagiaire dans cette ville. Après avoir été enseignant, Bosco Tedom s'est lancé dans la production agricole en général et des ananas en particulier. Il est donc bien placé pour transmettre à Boniface les informations dont il a besoin pour son étude.

Au mois de septembre, le comité du SCAR décide d'expérimenter l'importation et la vente de produits du Cameroun, malgré toutes les incertitudes existantes : quels investissements en temps et en argent ? Comment gérer les stocks et avec quel personnel ? Quels débouchés en Suisse ? À vrai dire, aucune étude de marché ni business plan n'a été réalisé – heureusement, car cela aurait simplement tué le projet dans l'œuf, et TerrEspoir n'aurait jamais vu le jour !

Un fonds de roulement est généré par un versement du SECAAR<sup>4</sup> de 6809 fr. Une avance d'environ 2000 francs suisses est transmise au Cameroun pour payer les frais d'étude et les premiers envois.

En Suisse, un contact est établi avec John Godonou. Il est physiothérapeute, originaire du Bénin, mais établi en Suisse depuis des années. De plus, il est chanteur et auteur-compositeur. Il est enthousiasmé à l'idée d'importer des produits d'Afrique et persuadé que de nombreuses personnes de la communauté africaine seront intéressées ; il s'engage à soutenir auprès de cette communauté la commercialisation des bananes plantains et des ignames.

Une première commande de 150 kilos est passée par le SCAR, pour une livraison le 22 octobre 1992. Mais une semaine avant l'arrivée des produits, John Godonou se désiste : les personnes de la communauté africaine contactées trouvent les prix trop élevés et ne sont plus demandeuses. Par loyauté, il accepte tout de même de vendre les produits de ce premier arrivage.







UN LANCEMENT SPONTANÉ, 1992

---

## ALÉAS DES PREMIÈRES LIVRAISONS

L'avion doit quitter Douala le mercredi soir pour arriver le lendemain à Genève. Boniface Lontio est parti chercher les ignames à Muyuka, dans le Sud-ouest. Or, c'est l'époque des premières élections démocratiques et beaucoup espèrent un changement. Suite à la proclamation des résultats (victoire du président Biya à une très courte majorité), des émeutes ont éclaté. Les vols de Douala sont donc annulés et l'envoi effectué une semaine plus tard seulement, soit le 29 octobre.

Ce jour-là, 50 kilos d'ignames, 30 kilos de bananes plantain, une vingtaine d'ananas, des patates douces, des papayes, des avocats, des limes, du piment et du gingembre totalisant 150 kilos arrivent à l'aéroport de Genève-Cointrin. Olivier Martin va chercher les produits à l'aéroport avec sa petite Ford, et il fait connaissance avec toutes les démarches nécessaires pour pouvoir importer les produits, à la douane en particulier !

Pour ce premier arrivage, les Magasins du Monde et les épicerie alternatives de Genève et de la région de la Côte sont directement visitées pour leur « vendre » le concept... et surtout les produits ! l'épicerie Sabot, à la rue du Stand à Genève, est une fidèle cliente dès le premier arrivage. D'autres épicerie acceptent de faire un essai, même si elles n'ont rien à voir avec le commerce équitable ; pour celles-ci, humer le fruit est déjà suffisant pour tenter l'expérience. Le samedi 31 octobre, c'est le premier marché à Lausanne. À la fin de la journée, il reste une certaine quantité d'ananas. Marie-Christiane Martin s'en va faire la tournée de tous ses amis pour placer les fruits un à un. À l'issue de cette tournée, elle déclare à son mari : « Je l'ai fait une fois, mais ne me demande pas de le faire une nouvelle fois ! »

Pour le deuxième arrivage, la semaine suivante, la commande est revue à la baisse, et 80 kilos de produits sont commandés au Cameroun.

Au Cameroun, les premiers cultivateurs à envoyer de leurs produits en Europe sont issus de Njombé, Loum et environs, à 70 kilomètres de Douala. Boniface Lontio s'y rend le mardi avec les transports en commun et achète auprès des cultivateurs les produits demandés. Quand tout est collecté, il faut attendre un camion qui prendra en charge les produits pour les amener à Douala et les déposer au Foyer de la jeunesse, à Akwa<sup>5</sup>. Le téléphone portable n'existe pas encore, et Boniface ne peut pas avertir son épouse des contretemps. Souvent, il passe la fin de la nuit au Foyer, à la merci des moustiques !

Le mercredi, les produits sont triés et conditionnés, et c'est Martin Sop qui les amène à l'aéroport avec son véhicule. Tout est embarqué dans des cartons à ananas, seuls emballages disponibles sur le marché.

Les avocats ou les papayes conditionnés les uns sur les autres dans ces cartons arrivent dans un état critique. Quant aux patates douces et aux ignames, ils portent encore de la terre. Les critères pour l'aspect des produits exportés vont devoir être mieux expliqués !





---

## LES MARCHÉS DANS TROIS GRANDES VILLES ROMANDES

Lors de la séance du SCAR, le 3 novembre, le comité estime utile de continuer cette expérience de commercialisation de produits africains. Un groupe d'appui devra être créé et accueillir un représentant du Service de l'animation du DM dans les paroisses. Ce groupe d'appui est composé de Nancy Carrasco, Évelyne Roulet, Denise Jaquemet, André Schulé, fondateur jadis de la ferme-école de Bagam, Jean-Daniel Peterschmitt, Christophe Reymond et Olivier Martin.

Les produits sont stockés dans le bureau du SCAR à Chavornay, qui a une petite annexe. Petit à petit et avec l'augmentation du volume des importations, tous les locaux disponibles dans le bâtiment seront loués.

Les communes suisses de Lausanne et Genève – et plus tard Yverdon – ont été contactées pour que l'on puisse y vendre les produits au marché. Ces derniers arrivent du Cameroun le jeudi à Genève-Cointrin ; de là, les magasins de Genève et de la Côte sont directement livrés.

Le vendredi, c'est le marché de Plainpalais, à Genève, où il est possible de tenir un stand en s'annonçant à son arrivée et en payant une taxe journalière. À Lausanne, on dispose d'un stand fixe en s'acquittant d'une taxe annuelle. L'emplacement réservé à TerrEspoir se trouve à la célèbre rue de Bourg, devant la vitrine de Benjamin Fourrure, et il y restera quelques années. Actuellement, le stand s'est déplacé tout en haut de la même rue. Au départ, les transports s'effectuent avec la voiture d'Olivier Martin, dans laquelle il met deux chevalets pliables et une planche.

Le marché d'Yverdon se tient le mardi, et il est possible d'y tenir un stand avec les invendus de l'arrivage du jeudi précédent. C'est Jean-Daniel Peterschmitt, consultant du SCAR, qui assure, le cas échéant, la tenue de cet autre marché.

Lors d'un marché à Plainpalais à Genève, il fait tellement froid qu'Olivier Martin allume des petites bougies sur tout le stand pour essayer de protéger les fruits !

Parfois, le technicien agronome reste près de deux heures devant le stand sans rien vendre. Il a la désagréable impression que des gens achètent un fruit davantage par pitié que par intérêt ! Mais c'est une bonne vitrine sur l'extérieur, qui a rapidement les faveurs d'une catégorie de consommateurs, les « instinctos », lesquels mangent de la nourriture crue et la plus saine possible. Après les avoir goûtés, ils apprécient le fait que ces fruits n'ont subi aucun traitement conservateur pendant leur croissance ni après leur récolte. Le bouche-à-oreille aidant, ces « instinctos » deviennent un groupe de consommateurs intéressants.







UN LANCEMENT SPONTANÉ, 1992

---

## **BANANES RWANDAISES**

La question des débouchés en Suisse se pose désormais. Comment faire pour développer la base de clients et de consommateurs ? Un contact est pris avec un professionnel du marketing pour connaître les démarches à mettre en place. Sa réponse :

« Ne dépensez pas de l'argent dans la publicité. Ayez de bons produits et le bouche-à-oreille fera le reste. Le critère de produit équitable sera un plus, mais pas une assurance de succès à long terme ! »

Une circulaire est ensuite envoyée à tous les pasteurs et animateurs Terre Nouvelle (l'engagement solidaire des paroisses réformées vaudoises), pour les informer de la démarche et leur proposer de commander des produits TerrEspoir pour des ventes lors de manifestations, kermesses ou autres sorties d'un culte. Une annonce est également passée dans le journal Terre Nouvelle.

---

### **Retrouver ces goûts d'ailleurs**

**À l'époque des Jeunes paroissiens, je militais pour « la proposition Biéler » qui invitait à donner 10% de son salaire en faveur de ce qu'on nommait le Tiers Monde. Je militais d'autant plus fort que je ne gagnais rien !**

Puis, j'ai rencontré Charles-Louis Morel, qui allait partir au Cameroun pour un projet agricole. Après un an à Ebolowa, il m'a proposé de le rejoindre. J'ai donc interrompu ma formation pour un an et nous nous sommes mariés. À 21 ans, j'ai découvert la vie de couple et un tout petit bout de ce Tiers Monde imaginé.

À notre retour, quand TerrEspoir est né, avec un siège à quatre kilomètres de chez nous, la joie de retrouver ces goûts d'ailleurs m'a motivée à les faire découvrir à d'autres. C'est aussi l'envie d'être solidaire avec de petits producteurs qui n'ont pas la vie facile.

J'ai commencé avec des clients paroissiaux. Lors des livraisons, j'étais sollicitée pour boire une tasse de thé et même, chez une dame handicapée, pour donner un coup de main, étendre sa lessive, ce que je faisais volontiers. La clientèle s'est élargie à d'autres personnes du village ou des environs.

Josette Morel

---





Suite à cette annonce, le pasteur Pierre Regard du Mont-sur-Lausanne met Olivier Martin en contact avec Étienne Romy, lequel a commencé depuis une année l'importation de petites bananes du Rwanda. Ces bananes trouvent un débouché intéressant auprès des grandes surfaces. Étienne Romy a travaillé pour la Coop et entretient de bonnes relations commerciales avec les grands distributeurs. Étienne Romy poursuit le même objectif que celui de TerrEspoir : valoriser la production de petits producteurs d'Afrique en leur cherchant un débouché. TerrEspoir est donc en mesure d'élargir son offre, avec cette petite banane qui connaîtra un joli succès pendant une année et demie. Le produit disparaîtra au moment où le Rwanda sombrera dans le génocide.

Il y aura sept arrivages en 1992, représentant un total d'importation de 1800 kilos de produits. À cela s'ajoutent 308 kilos de bananes du Rwanda. Le total des achats se monte à 6220 fr. avec le fret.

- 
1. Département missionnaire de l'Eglise réformée du canton de Vaud.
  2. Extrait d'une lettre adressée par le SCAR aux pasteurs et responsables Terre Nouvelle fin novembre 1992.
  3. L'Entraide protestante suisse (EPER) est l'œuvre d'entraide de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse.
  4. Le Service chrétien d'appui à l'animation rurale est une association regroupant une dizaine de services d'animation d'églises de Suisse, d'Afrique et du Pacifique, lancée cette année-là.
  5. Quartier historique de Douala, centre commercial de la ville.







**JEAN-DANIEL PETERSCHMITT, CHRISTOPHE REYMOND, OLIVIER MARTIN**







# PREMIER EXAMEN... VITAL

## 1993

**En janvier 1993, un petit groupe de clients fidèles a déjà mis en place des réseaux de distribution. À Chavornay, ce sont Suzy Spring et Danielle Vacheron. Au niveau paroissial, c'est Madeline Gilliand pour la paroisse de Payerne et Jaques Wehrli, puis Claire-Lise et Robert Fardel pour Epalinges. Avec l'épicerie Sabot de la rue du Stand à Genève, fidèle cliente depuis le premier jour, il y a l'épicerie de Ballaigues de René Maillefer.**

Les Magasins du Monde de Genève, de Nyon et d'Yverdon prennent régulièrement des fruits. Ces produits représentent une nouveauté dans leur assortiment, jusque-là cantonné à l'artisanat ! « Vos fruits frais sont un super-produit d'appel, confient-ils ; des clients viennent chaque semaine pour leur qualité, et ils achètent d'autres articles en passant. »

Vu que le SCAR et Olivier Martin sont basés dans le canton de Vaud, il est normal de contacter les Magasins du Monde de Lausanne en priorité. Or, ses responsables refusent catégoriquement les produits TerrEspoir, au motif qu'ils sont transportés par avion. Le diacre orthodoxe Michel Egger produira tout un argumentaire sur cette problématique, dont nous reparlerons.

Il existe aussi une clientèle privée fidèle qui reconnaît la différence de goût et de qualité de ces produits.

---

### Un seul arbre producteur

**Je suis « tombée dans la marmite » dès le début avec l'arrivée de TerrEspoir à Chavornay. Étant fille de paysan, le projet m'a séduite et je me suis très rapidement lancée dans l'aventure, sans me poser beaucoup de questions. J'ai contacté mes voisins, mes amis et la paroisse de Chavornay, et le bouche-à-oreille a fait le reste.**

**Une anecdote très amusante : au début, la liste des produits de TerrEspoir comprenait des litchis. Un jour, ces fruits manquaient à ma commande. Lorsque je me suis renseignée, surprise ! On m'a gentiment répondu qu'en fait, il n'y avait qu'un arbre et que la récolte tirait à sa fin ! Ensuite, plus de litchis sur la liste de prix !**

**Mes amis et clients apprécient le bon goût des fruits cueillis à maturité ou presque. Cela change des fruits achetés dans les magasins et les grandes surfaces. En outre, j'ai du plaisir à les recevoir et à papoter un moment avec les vendeurs ; ce moment fait partie de mon engagement envers TerrEspoir.**

Suzy Spring

---



---

## VOYAGE D'ÉVALUATION

Il devient nécessaire d'aller voir les partenaires africains pour rencontrer les coordinateurs et les producteurs. Olivier Martin se rend au Cameroun du 12 au 20 janvier, dans le but d'évaluer ces débuts de commercialisation.

Les trois premières chevilles ouvrières du projet, soit le pasteur Luc-Norbert Kenne, Boniface Lontio et Martin Sop accueillent Olivier Martin à l'aéroport. Ils se rendent à la ferme-école de Ndoungué et dans l'Ouest pour rencontrer des cultivateurs qui livrent déjà de leurs produits à TerrEspoir. À l'Ouest, c'est la culture de l'avocat qui domine et plusieurs producteurs sont visités. Pauline Tchoffo remplit le rôle de coordinatrice. Elle deviendra par la suite la première vice-déléguée de la coopérative.

À Loum, c'est un groupe des Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG) de la paroisse qu'ils rencontrent après avoir passé la nuit chez Daniel Hamaha, futur secrétaire de la coopérative. Il semble que ces jeunes pourront s'organiser pour collecter les fruits de la région. Comme ils ont le projet d'acheter des uniformes pour leur chorale, on leur propose que, sur un ananas vendu 150.- CFA, 100 aillent au producteur et 50 à une caisse commune. Jusqu'alors, le prix de vente de l'ananas aux commerçants était de 50 francs la pièce, soit le tiers. La région a vu d'autres démarcheurs promettre de grands avantages à des producteurs, et ils sont souvent repartis sans payer la marchandise. Il y a donc une certaine méfiance envers ce projet ; le concept de commerce équitable n'est pas encore connu. Toutefois, Samuel Wouappi, l'un des principaux fournisseurs d'ananas, a confiance en Boniface Lontio. Il deviendra le premier président de la coopérative. À noter que pour finir, la chorale renoncera aux uniformes et gardera l'argent pour son usage personnel.

Comme, d'ordinaire, les commerçants achètent en une fois tout le champ du producteur et que la maturité des ananas n'est pas régulière, il est de coutume de traiter les fruits avec de l'éthrel (éthéphon). Ce produit a pour effet de faire brunir les ananas en tuant la chlorophylle et de donner ainsi l'impression que les ananas sont mûrs. En fait, la plupart des ananas ne sont pas mûrs et, par conséquent, très acides. Pour marquer la différence, il est demandé aux producteurs TerrEspoir de ne pas traiter les ananas et d'attendre leur maturité pour les récolter. Beaucoup de producteurs sont cependant réticents, craignant de se faire voler leurs ananas dans les champs, si ceux-ci ne sont pas récoltés en une seule fois.

Dans le concept de départ, il était prévu de valoriser les produits sur place en leur apportant une valeur ajoutée. Le CEAS (Centre écologique Albert Schweitzer) de Neuchâtel bénéficie déjà d'une bonne expérience dans le séchage des fruits. Un contact est pris avec leur responsable et une session de formation organisée au mois d'avril à Loum. C'est Pascal de Pury qui anime cette formation axée sur le choix des fruits à sécher, leur préparation (lavage et découpe), leur traitement dans un séchoir à gaz et leur conditionnement.

Par ailleurs, des groupes de femmes de Douala ont commencé à livrer des arachides caramélisées et grillées, ainsi que des chips de bananes plantain.





Les emballages représentent un sérieux problème, en particulier pour les avocats, papayes et mangues qui ne supportent pas d'être entassés dans les cartons à ananas ; ce conditionnement provoque des pertes importantes. Il faut alors dessiner un modèle de carton plus petit, qui contienne une couche de fruits avec un poids d'environ deux kilos par carton. On découvre un groupe de jeunes à même de fabriquer de tels cartons. S'il est possible d'acheter des feuilles de carton à découper, l'usage est de récupérer des cartons ayant déjà servi d'emballage (pour des bouteilles d'huile, boîtes d'alimentation diverses ou autres) et de les retourner de manière à ce que les inscriptions se trouvent à l'intérieur. Avec l'augmentation des envois, c'est toute une activité parallèle qui peut se développer et donner du travail à une dizaine de jeunes.

---

## L'ACTION TERRESPOIR SUR LE BALLANT

En Suisse, TerrEspoir se fait connaître et s'invite dans des manifestations de paroisses. Mais les avis sont partagés au sein du Conseil de DM-échange et mission sur le bien-fondé de son implication dans une telle action. Le statut du DM, en tant qu'œuvre humanitaire, ne lui permet pas de faire du commerce. Il conviendrait de réaliser une étude de faisabilité en fonction des activités déjà réalisées et des perspectives d'avenir. Dans sa séance du 24 mars 1993, le Comité de direction sollicite Christophe Reymond pour mener à bien cette étude. Christophe Reymond est ingénieur agronome et a dirigé pendant plus de six ans un projet de développement rural au Rwanda. À son retour, il a encore suivi une formation à l'Institut universitaire d'études du développement à Genève, et il est disponible à ce moment-là. On lui donne mandat pour :

- tirer un bilan après six mois d'activités ;
- dresser les perspectives d'avenir et les contraintes, en tenant compte des différents aspects de cette action, à savoir :
  - les implications financières et organisationnelles en Suisse et en Afrique ;
  - les filières de commercialisation, le choix du terme « TerrEspoir », car, aux yeux de certains, il a été perdu par Terre Nouvelle ;
  - les relations avec les divers partenaires potentiels ;
  - les dimensions écologique et politique du développement en y intégrant un certain nombre de scénarios envisageables, par rapport, notamment, au degré d'autonomie financière ou au futur statut vis-à-vis du SCAR et du DM.





PREMIER EXAMEN... VITAL, 1993

Il est demandé à Christophe Reymond d'être plus particulièrement attentif aux points suivants :

- accentuer l'étude sur l'action à long terme ;
- s'assurer de l'engagement économique pris envers des producteurs ;
- le label Max Havelaar (qui envisage de lancer d'autres produits sur le marché) et un autre label équitable, TerrEspoir, vont-ils être en concurrence ? ;
- en comparaison avec TerrEspoir, avant de lancer sur le marché le café Max Havelaar, il a fallu plusieurs années à un groupe de travail pour mettre en place un label conforme à une éthique sociale, écologique, de production, etc. TerrEspoir se donne-t-il ces moyens ? ;
- L'image du SCAR, en particulier celle de ses consultants, va changer dès le moment où ils deviendront officiellement porteurs d'un projet économique. Ils ne seront plus seulement appelés comme « consultants », mais pour des raisons économiques.

Le rapport de cette étude doit être livré dans un délai de trois mois. C'est l'avenir de TerrEspoir qui est en jeu. Son existence est suspendue à une décision du Conseil. Plusieurs de ses membres sont sceptiques.

Dans ses conclusions Christophe Reymond relève : « Malgré sa faiblesse de jeunesse, l'action TerrEspoir est considérée comme une réponse crédible à l'interpellation des paysans africains ; elle est aussi une invitation adressée à l'Eglise pour s'engager plus concrètement dans la politique de développement. » Il termine en faisant des propositions pour un plan d'action.

Une personne joue alors un rôle décisif : Evelyne Roulet, membre du Conseil du DM et du groupe d'appui à l'action TerrEspoir. Elle plaide auprès de ses pairs pour le maintien du projet. Finalement, le Conseil décide, d'une part, de le poursuivre jusqu'à fin 1994, avec une évaluation mi-1994, d'autre part, d'engager un coordinateur à 40%. Cette décision confirme le projet, assoit sa légitimité et lui offre une base. C'est comme un baptême !

---

### Traitement aux produits crus

**Mon arrivée à TerrEspoir s'est faite par le biais de mon médecin traitant. Pour m'aider face à de graves problèmes de santé, il m'a conseillé une alimentation crue et indiqué quelques bonnes adresses, dont celle de TerrEspoir. Voilà comment, depuis vingt-deux ans, d'abord au marché de Lausanne, puis au Moulin du Vernay et enfin à Busigny, je m'approvisionne en fruits de TerrEspoir.**

Francine Chanson

---

## LES PRODUCTEURS AFRICAINS ENCORE PRUDENTS

Au Cameroun, il apparaît comme un grand défi de faire comprendre aux producteurs qu'ils sont les patrons et fixent donc leur prix, qui est un prix de revient. Les filières commerciales existent bien, mais c'est le commerçant qui fait le prix, celui qui vient collecter et acheter les produits. Faute de trouver un accord, ceux-ci pourrissent dans le champ. Les producteurs





doivent intégrer un nouveau concept et les règles du commerce équitable. Ils n'y parviendront pas seuls. Par ailleurs, les coordinateurs ont de la peine à motiver des groupements de producteurs, qui ne savent pas si le projet est viable ou non. Certains producteurs leur disent : « Ce que vous nous offrez est trop beau pour être vrai. Nous attendons de voir si vous allez continuer ! »

Les prix ont été définis avec les producteurs. Ils sont en général deux fois supérieurs aux prix du marché, mais avec une exigence de qualité et de traçabilité. À cela s'ajoute que tous les frais liés aux emballages, au transport ou à l'administration sont notés et refacturés.

Un protocole d'accord régissant les prix et les modalités d'envois est ratifié par le Département de la jeunesse de la FEMEC<sup>6</sup>.

Un projet de convention entre TerrEspoir Suisse et TerrEspoir Cameroun est élaboré. Il n'existe encore de groupement ou d'organe formellement constitué ni en Suisse ni au Cameroun.

Josué Sobgui, un ancien sous-préfet, va collaborer avec Boniface Lontio pour la collecte des produits. Le fait qu'il ait un véhicule privé va grandement faciliter les transports.

---

## UN PREMIER SALARIÉ EN SUISSE

Christophe Reymond étant disponible, c'est tout naturellement lui qui est choisi pour occuper le poste de coordinateur, à partir de la rentrée 1993. TerrEspoir acquiert pour l'occasion un bus-fourgon d'occasion, un parasol de marché et une balance.

Les importations, arrêtées mi-juillet pendant la période des vacances, reprennent à la fin du mois d'août. Elles ont quadruplé depuis la première livraison et se situent désormais aux alentours de 600 kilos par semaine. Une grande partie de la clientèle a renoué le contact et reprend les achats. La promotion des produits se fait par les journaux : Info-Terre Nouvelle, Le Journal du Nord vaudois ou La Vie protestante.

Le 7 septembre, le groupe d'appui en Suisse se réunit pour faire le point de la situation, étudier des actions de promotion et élaborer un cahier des charges pour son nouveau coordinateur. Dans une phase initiale, Christophe Reymond travaillera deux journées par semaine, en principe le mercredi après-midi, le jeudi et le vendredi matin. L'objectif des ventes est fixé à 1 200 kilos par semaine.

Les produits continuent à arriver le jeudi matin à Genève-Cointrin. Ils sont livrés directement à Genève, puis dans la région de la Côte (Nyon, Rolle et Morges), avant d'être amenés à Chavornay pour finaliser les commandes. Plusieurs clients viennent chercher leurs produits à Chavornay. Le marché de Genève est abandonné, alors que le marché de Lausanne se poursuit le samedi.

---

6. Voir page 61







**TCHANKWE BOSCO, NANFACK SIMON, TEDOM BOSCO**







# LES ANNÉES DE STRUCTURATION / CONSOLIDATION 1994 - 1996

**Une visite d'Olivier Martin au mois d'avril 1994 permet de faire le point de la situation au Cameroun. Suite à la dévaluation, les prix payés aux producteurs pourront être pratiquement doublés sans augmentation du prix de vente en Suisse. Concernant les frais sur place, ils sont de toute façon payés selon les frais effectifs.**

L'expérience acquise ouvre la possibilité de définir un montant global payé par kilo depuis la Suisse, pour couvrir les différents frais de transport, d'emballages, de formalités, de salaires, réserves sur pertes et divers. Une partie de ces frais est comptabilisée en Suisse, comme une partie des frais de transport qui sert à rembourser l'avance pour l'achat d'un véhicule ; lorsque le remboursement est terminé, il y a ainsi un fonds disponible pour le renouvellement du véhicule. Un premier petit camion de 2,5 tonnes est acheté et inscrit au nom de la FEMEC.

De plus, de nouveaux producteurs, recrutés grâce aux réseaux de contacts de l'Eglise presbytérienne (EPC) et de l'Eglise protestante africaine (EPA), permettent une répartition de la provenance des produits. Par exemple, il est demandé à l'EPA de fournir les limes (petits citrons verts) et les arachides. De l'EPC, ce seront les feuilles de manioc et une partie des mangues.

Les producteurs ne se sentent pas encore les responsables de la démarche. Il y a forcément une ambiguïté entre l'équipe administrative qui collecte et paie les produits et les producteurs qui contrôlent la démarche. D'un côté, ce sont eux qui devraient s'assurer que l'équipe administrative fait bien son travail et d'un autre côté, cette dernière paie les producteurs et peut donc refuser des produits qui ne seraient pas de bonne qualité ! Il faudra quelques années pour que la démarche soit bien comprise et intégrée.

Concrètement et comme première étape, un Groupe d'Initiative communautaire (GIC) est créé le 27 août à Douala, avec des représentants des producteurs et des unions d'églises partenaires du projet. Le GIC TerrEspoir va fonctionner comme une association, avec des membres qui paient une cotisation, un comité de pilotage et une équipe administrative et logistique : gestionnaire, comptable, chauffeur et collecteur.

Le premier Comité de gestion du GIC TerrEspoir est composé de Samuel Wouappi, délégué, Pauline Tchoffo, vice-déléguée, Daniel Hamaha, secrétaire, Colette Bimem, secrétaire adjointe, Martin Sop, trésorier, Jean-Paul Nwafo, contrôleur financier, et le pasteur Jules Simo, conseiller spécial. L'équipe administrative, quant à elle, est composée de Martin Sop, Boniface Lontio, Josué Sobgui et de Gilbert, le chauffeur.





---

## BESOIN D'UNE STRUCTURE PROPRE EN SUISSE AUSSI

Vu l'augmentation des importations, il est nécessaire d'augmenter le temps de travail de Christophe Reymond. Son engagement passe à 60% en avril 1994, pour atteindre un poste complet dès septembre 1994. L'activité commerciale de TerrEspoir n'est plus compatible avec le statut de DM-échange et mission, raison supplémentaire de la doter d'une structure propre et distincte. En effet, TerrEspoir est encore lié au DM par le biais du SCAR qui a initié le projet.

TerrEspoir est-elle une action supplémentaire sur le marché ou a-t-elle sa spécificité ? Diverses organisations sont approchées pour étudier l'opportunité pour elles de nouer des synergies avec TerrEspoir, voire de l'intégrer : Pain pour le prochain ainsi que des représentants du Conseil suisse Terre Nouvelle et du Conseil romand Terre Nouvelle. La solution alternative serait de lancer une association ou une fondation qui reprendrait la gestion de TerrEspoir. On se dirige néanmoins plutôt vers la création d'une fondation, moins sujette à des remises en question, parce que dirigée par un Conseil de fondation élu, alors qu'au sein d'une association, de nouveaux membres peuvent détourner le but premier. Des projets de statuts sont élaborés.

Pour cette deuxième année entière de commercialisation, ce sont 57 129 kilos achetés au Cameroun pour un total de 248 745 fr.

---

## DEUXIÈME RÉUNION DU GIC

Le 19 janvier 1995, le Comité de gestion du GIC TerrEspoir se réunit pour la deuxième fois à Douala et le lendemain se tient l'Assemblée générale qui réunit une trentaine de représentants paysans. De nombreuses questions sont débattues, notamment celles liées à la gestion du GIC et au fonctionnement du Comité de gestion, entre bénévolat ou rétribution. Une forte majorité des participants s'oppose à une rétribution du Comité de gestion. Il doit fonctionner de manière bénévole, pour éviter de tomber dans la spirale de la bureaucratisation.

Autre avancée : la répartition des commandes entre les différentes unions d'églises. On rappelle à cette occasion que TerrEspoir ne doit pas être un instrument aux mains des institutions, mais rester un service pour les producteurs. La répartition n'est pas censée se faire de façon mathématique, mais en tenant compte des spécificités régionales et du degré d'organisation des producteurs.

Malgré la constitution officielle du GIC, il n'y a pas encore d'inscription formelle des producteurs. Il faudra procéder au recensement des membres et prévoir une fiche de producteur. Le nouveau membre s'acquittera d'une contribution de 5000.- CFA, comme part sociale.

Le camion de 2,5 tonnes permet d'améliorer le niveau d'approvisionnement auprès des producteurs et de couvrir une plus grande zone d'action. Le réseau compte désormais soixante familles environ.

Lors du lancement du projet, il a été envisagé de développer le commerce Sud-Sud, où les producteurs écouleraient localement au minimum 80% de leur production et le reste seulement





en Europe, de manière à ce qu'ils ne se retrouvent pas démunis si les débouchés européens devaient se fermer brutalement. Bien que le commerce Sud-Sud ne se soit pas développé comme souhaité, le principe que les producteurs fournissent au maximum 20% de leur production a été maintenu.

Le même mois, Christophe Reymond visite les partenaires du Cameroun. C'est l'occasion pour lui de faire connaissance avec la structure et surtout avec ses membres et de mettre encore l'accent sur les normes de qualité.

---

## CRÉATION D'UNE FONDATION

L'année 1995 est marquée en Suisse par les démarches de structuration de TerrEspoir en fondation et la mise en place d'un Conseil.

Il s'agit de constituer un capital de 50 000 fr. au minimum. DM-échange et mission et Pain pour le prochain fournissent chacun 20 000 fr., alors que TerrEspoir pourra de son côté apporter le montant de son capital, soit également 20 000 fr.

Un conseil se constitue avec trois membres nommés par DM-échange et mission (Marie-Jeanne Delessert, Jacques Wehrli et Olivier Martin) et trois membres nommés par Pain pour le prochain (Simone Brandt-Bessire, Michèle Zufferey et Michel Egger). La première réunion de ce futur Conseil de fondation a lieu le 20 septembre 1995. L'une de ses premières tâches consiste à finaliser les statuts en vue de la création officielle et d'élaborer un règlement intérieur. Olivier Martin est élu président, Jaques Wehrli référent auprès du coordinateur (Christophe Reymond) et Michel Egger, secrétaire.

Lors des arrivages, deux personnes viennent aider à préparer les commandes aux bureaux de Chavornay, ce qui représente dix heures de travail hebdomadaires pour chacune. En outre, un retraité effectue les livraisons à Genève et la Côte.

---

### Miracle ambulant

**TerrEspoir a toujours été pour moi un modèle d'engagement concret et réaliste entre le Nord et le Sud. La philosophie de base s'est révélée, malgré les nombreux obstacles, payante à plus d'un titre puisqu'aujourd'hui cette entreprise, devenue au fil du temps une Fondation, fête ses vingt ans d'existence. Un coup de chapeau tout particulier à son fondateur Olivier Martin qui n'a jamais eu froid aux yeux, à Christophe Reymond, gérant infatigable et d'un dévouement extrême et à toutes les personnes qui ont cru à cette folle aventure. J'ai toujours dit que TerrEspoir était un miracle vivant, debout sur la corde raide, tel un funambule livré aux vents et à la tempête mais qui, grâce à Dieu et à ses humbles serviteurs et servantes, tient bon sur son fil. J'espère de tout cœur que TerrEspoir ait encore de longs jours devant elle et continue à être un modèle de solidarité et d'entraide pour beaucoup.**

Simone Brandt-Bessire, présidente de la Fondation TerrEspoir de 1998 à 2000







LES ANNÉES DE STRUCTURATION, 1994-1996

À titre de promotion, TerrEspoir participe à de nombreuses manifestations : la foire MEDNAT des médecines naturelles, la Journée Terre Nouvelle à Tramelan, la Marche de la faim à La Chaux-de-Fonds, ainsi qu'auprès des Magasins du Monde, de paroisses et de cercles ou réseaux divers. Elle prend aussi part à la campagne « Je m'alimonde » de la Déclaration de Berne auprès des écoles, par l'envoi de 50 colis contenant canne à sucre, arachides, ananas, cabosses de cacao et bananes séchées avec des fiches de présentation.

Le produit phare de TerrEspoir reste la mangue. Or celle-ci est saisonnière, de février à juillet environ. Pour pouvoir élargir l'offre de la mangue dans l'année, des contacts sont pris avec le Congo Brazzaville. Un groupement peut fournir des mangues, litchis et grenadilles pour un total de 1 634 kilos en 6 envois.

À la fin de l'année, 46 envois totalisant 85 378 kilos ont pu être opérés. Cela représente une moyenne de 1 892 kilos par arrivage. Mais les ventes de tous ces produits ne permettent pas d'autofinancer le projet. Une augmentation des importations est encore nécessaire.

C'est le 21 mars 1996 que les statuts sont enfin signés chez le notaire Zumstein, marquant la création officielle de la Fondation TerrEspoir. Auparavant, les statuts définitifs ont été envoyés aux secrétaires généraux de Pain pour le prochain et de DM-échange et mission pour une dernière appréciation.

Le but exprimé de la fondation est « d'être une contribution des œuvres d'entraide des églises à la promotion d'un commerce équitable et respectueux de l'environnement à travers leur réseau de partenaires du Sud. Elle n'a pas de but lucratif. »

Pain pour le prochain et DM-échange et mission en sont les membres fondateurs, mais la porte reste ouverte pour l'affiliation d'autres organisations. Les statuts prévoient autant la fusion avec d'autres organisations que la dissolution. Ils sont complétés par un Règlement intérieur qui clarifie les procédures.

Le Conseil de fondation se réunit à quatre reprises durant l'année, en plus de nombreuses réunions de travail.

---

## LES FRUITS PRENNENT UNE NOUVELLE ROUTE

Au niveau de l'approvisionnement, un autre partenariat se met en place entre TerrEspoir Suisse et l'association togolaise Bien-être paysan. Les produits de cette dernière sont transportés par la compagnie aérienne belge Sabena et transitent par Bruxelles.

Mais en avril 1996, la compagnie nationale suisse Swissair change les horaires de ses vols. Le vol Douala-Genève de mercredi est supprimé. De ce fait, les produits doivent être réacheminés sur Yaoundé le dimanche. Dans un premier temps, un camion est loué pour chaque transport. Puis en juin, un camion d'occasion Mercedes est envoyé depuis la Suisse.





---

### A propos de mécanique et de magie noire...

C'était au milieu des années 90, nous venions d'acquérir une fourgonnette d'occasion. C'était avec ce véhicule que nous faisons les tournées à Genève le mardi.

1<sup>er</sup> épisode : mardi matin, sur le coup des 11 heures, le téléphone sonne. C'est notre chauffeur Gabrielle au bout du fil, légèrement paniquée. En pleine autoroute, le moteur a cessé de fonctionner après un bruit épouvantable. Le garagiste qui nous a vendu le véhicule a l'honnêteté de nous dire que le moteur a serré, car l'apprenti a doublé la dose d'huile. Le véhicule est réparé.

Deux semaines plus tard, second épisode.

Mardi matin vers les 11 heures, nouveau coup de fil de Gabrielle qui me dit qu'elle est en plein Genève et qu'elle ne peut plus repartir. Quelque chose coince sous le bus. Ni une ni deux, je fonce la rejoindre pour constater que le « truc qui coïnçait » était en fait le moteur sur le bitume : les quatre supports ont cassé simultanément.

C'est alors que notre collaboratrice africaine qui fait les marchés nous dit qu'on nous a à coup sûr lancé un sort. « Jamais deux sans trois », nous prédit-elle.

Nous ne sommes pas du genre superstitieux, mais en Afrique, le succès des uns provoque souvent la jalousie des autres, laquelle se traduit par le recours aux marabouts et aux féticheurs. Il n'en reste pas moins que le bus fut assez rapidement vendu, en tout cas avant un troisième... épisode.

Christophe Reymond

---

Dans la somme forfaitaire payée par kilo au GIC camerounais pour les frais sur place (emballages, salaires, formalités, transport), une somme de 20.- CFA est comptabilisée pour un « fonds camion » dédié, soit à un achat, soit au remboursement d'une avance. Cela permettra de renouveler les camions sans avoir à chercher chaque fois de nouveaux financements.

On fait réaliser une nouvelle bâche pour ce camion et en plus de l'inscription GIC TerrEspoir avec la mention de son siège social, on imprime un verset tiré de 2 Timothée 2:6 « C'est au cultivateur qui peine que doit d'abord revenir sa part des fruits ».

Au Cameroun, le GIC introduit un programme comptable, qui permet d'avoir davantage qu'un simple livre de caisse avec entrées et sorties : un décompte pour chaque producteur.

Le séchage de fruits se développe également : en plus du groupe de jeunes de Njombé, cinq nouveaux groupements se créent, comptant chacun cinq à six membres. Le nombre de familles productrices reste stable, à une soixantaine. Si TerrEspoir continue à se développer, c'est donc à la faveur d'autres pays (voir chapitre 7).

Michel Egger, secrétaire de la fondation, a l'occasion de découvrir le terrain de fin avril à début mai 1996. Il réalise une évaluation et recueille un maximum de matériel, notamment en vue de la campagne PPP/AdC de l'année suivante.





---

## EXPOSITION MÉDIATIQUE ET NOUVELLES COLLABORATIONS

Suite à son voyage au Cameroun, Michel Egger publie plusieurs articles dans des journaux. Suite à un article paru dans le Journal de Genève, la Télévision suisse romande réalise un reportage diffusé dans le cadre d'un journal télévisé du samedi soir. Canal+ prend également contact et reçoit en retour un carton avec un ananas, une canne à sucre, une banane plantain. La chaîne française consacre à TerrEspoir une émission, Nulle part ailleurs, dont la présentatrice est Guadeloupéenne. Elle finit son sujet sur une envolée lyrique, déclarant en substance : « Si on se mettait autour d'une table, autour d'une idée comme ça et qu'on faisait un plan Marshall, le monde irait mieux ! »

Il faut préciser que, grâce aux photos prises par Michel Egger et à une subvention du SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie), un dépliant de présentation en français et en allemand est tiré à 80 000 exemplaires ! Ce dépliant a imposé à la fondation de se doter d'un logo. Plusieurs propositions ont été faites par l'Atelier Groux. Finalement, c'est un ananas qui est retenu, avec, en en-tête et sur la base, deux tranches en forme de quart de lune, symbolisant l'échange entre le Nord et le Sud. Ce logo prendra une forme plus stylisée par la suite !

Durant l'année 1996, l'implantation de TerrEspoir se poursuit en Suisse romande.

Une collaboration officielle avec les Magasins du Monde devient effective, ce qui autorise les produits TerrEspoir à figurer dans leur assortiment. Une ristourne de 2% est accordée à l'Association romande des Magasins du Monde pour couvrir une partie de leurs activités d'information. En Suisse allemande, une collaboration s'établit avec le magasin La Kalebasse, département de la Mission évangélique de Bâle, parmi les premières organisations suisses à se lancer dans le commerce équitable, et avec quelques paroisses dont celle de Hedigen ainsi que de plusieurs Weltladen (« Magasins du Monde » en allemand). Un partenariat avec une organisation d'aide aux chômeurs, Sprungbrett à Olten, ne se concrétise pas.

La restructuration du SCAR, avec la suppression de l'un des deux postes à Chavornay, a des implications pour TerrEspoir. Il devient nécessaire de mettre en place un fonctionnement analogue à celui d'une PME, au plus proche de la réalité commerciale. C'est ainsi qu'une coordinatrice adjointe, Marie Aubry, est recrutée.

Cette année de consolidation se conclut de fort belle manière, alors que la demande d'adhésion adressée à la FEDEVACO<sup>7</sup> est acceptée le 28 novembre. Elle doit soutenir la Fondation dans l'obtention d'une subvention pour un programme de suivi auprès de ses partenaires africains.

---

7. Fédération vaudoise de coopération, qui regroupe aujourd'hui une quarantaine d'ONG.







**CHRISTOPHE REYMOND, JACQUES WEHRLI, EVELYNE ROULET  
MICHEL EGGER, MICHÈLE ZUFFEREY, SIMONE BRANDT-BESSIRE**







PRODUCTEURS DE BANANES, BANDJOUN







# SUR LE CHEMIN DU BIO

## 1997 - 1999

**En 1997, le thème de la campagne de Pain pour le prochain et Action de Carême est le commerce équitable. Il s'agit de la principale action de communication des Eglises de Suisse romande, dans le domaine économique, écologique et politique, cherchant à promouvoir plus de justice dans le monde et en particulier dans les échanges Nord-Sud. Cette campagne a lieu chaque année depuis 1969 pendant le Carême. TerrEspoir élabore des documents pour présenter le commerce équitable. Martin Sop, coordinateur et gestionnaire de TerrEspoir au Cameroun, est invité en Suisse pour intervenir pendant la campagne.**

Tout cela fait espérer une réelle ouverture au niveau de la Suisse alémanique. Mais les responsables sont réticents, et pour une raison peu claire, à mettre la démarche TerrEspoir en avant. Est-ce la crainte que la fondation ne soit débordée par les demandes et incapable d'y répondre ? Difficile à savoir. Finalement, c'est par l'action Kokosnuss que la Suisse allemande est le plus touchée : 246 colis, contenant plus de 1 500 noix de coco fraîches et mûres sont envoyés auprès de dizaines de paroisses protestantes et catholiques d'outre-Sarine. Plusieurs articles de Michel Egger paraissent encore en début d'année dans différents journaux.

Avec la croissance des activités, l'équipe en Suisse doit être renforcée. C'est par la BAT (Bourse au travail du Centre social protestant) que Bein Mesgena, un réfugié d'origine éthiopienne, est engagé sur la base de deux à trois jours par semaine. Il apportera son aide au dédouanement le lundi, nouveau jour de livraison, au déchargement à Chavornay, à la préparation des commandes, aux livraisons sur le Valais/Fribourg et aux expéditions des colis. Il est rétribué à l'heure, au même niveau que les autres temporaires et remplace en partie Béatrice Goumaz, fidèle collaboratrice qui a commencé en tant que bénévole. Comme aides temporaires à Chavornay, il y a également Gabrielle Burnier, Christiane Bossy et Corinne Pittet. À Bussigny, ce sont Janine Brügger et Arlette Bornand qui prennent la relève, alors que Gabrielle Burnier continue jusqu'à aujourd'hui à faire les livraisons à Genève et la Côte !

Au bureau, Marie Aubry met en route un programme de facturation et de suivi de la clientèle sur ordinateur en parallèle avec le programme comptable, une étape rendue nécessaire par le développement de la clientèle.

Au sein du Conseil de fondation, Marie-Jeanne Delessert demande à être remplacée pour raisons de surcharge professionnelle. DM-échange et mission nomme Evelyne Roulet pour la remplacer.

Il intervient alors un nouveau changement dans l'acheminement des produits : les avions longs courriers n'atterrissent plus à Genève ; les mangues et autres ananas doivent donc prendre le vol de Zurich et de là, être transportés sur Genève par camions. Il faut à nouveau réorganiser le travail. Alors que les commandes de Genève et de la Côte étaient préparées jusque-là à Genève, toute la marchandise va maintenant être amenée à Chavornay et livrée





SUR LE CHEMIN DU BIO, 1997-1999

le lendemain dans les différents lieux de dépôt. En plus de Genève et la Côte, des livraisons ont lieu chaque semaine à Neuchâtel et chaque quinzaine à Fribourg, en Valais et dans le Jura. Les clients sont des paroisses, des Magasins du Monde ou des réseaux privés.

---

## UNE CROISSANCE TROP RAPIDE A GÉNÉRÉ QUELQUES PROBLÈMES

Au Cameroun, diverses résolutions sont prises, lors de l'Assemblée générale (AG) du 25 avril 1997, pour améliorer la communication et la commercialisation des produits.

Tout d'abord, il est décidé d'établir des comités locaux au niveau des quatre régions de production, c'est-à-dire Douala, le Moungo, Bafoussam et Mbouda dans l'Ouest. Ces comités ont pour tâche de répartir les commandes entre les producteurs et de veiller à un bon tournus entre eux.

La commercialisation Sud-Sud a toujours été évoquée et demeure un objectif. L'AG convient de mettre en place une filière d'exportation vers le Gabon, avec une personne qui assurera la commercialisation à Libreville. Emmanuel Eding est chargé de faire une visite exploratoire à Libreville. Deux problèmes apparaissent : le prix du fret aérien entre le Cameroun et le Gabon voisin coûte deux fois plus cher que le prix du fret pour l'Europe. Les alternatives par la route ou le bateau sont aléatoires à cause des conditions de transport. Ensuite, il est difficile de trouver un partenaire fiable sur place. Qui va prendre en charge le risque commercial ? l'idéal aurait été de trouver un commerçant intéressé à acheter les produits. Mais les commerçants sur place ont déjà leurs filières, et ils s'approvisionnent à moindre prix.

Lors de cette AG, la décision est également prise de proposer un service d'appui et de conseil aux producteurs ainsi qu'une caisse d'épargne et de crédit. Le processus de labellisation bio de certains produits doit être poursuivi, dans le but de trouver de nouveaux marchés.

Le montant par kilo payé pour les frais administratifs se divise en plusieurs catégories (salaires, transport, emballages, taxes, frais divers), pour un montant global de 380 CFA. (environ CHF 1.-). Mais dans la comptabilité, il n'y a pas de ventilation précise entre les différentes catégories. Et il semble que les transports aient coûté beaucoup plus cher que prévu, à cause des nombreuses pannes du camion ! De ce fait, le GIC TerrEspoir a dépensé davantage pour les frais sur place que les 380 fr. CFA prévus par kilo. La comptabilité devra permettre de mieux se rendre compte de la situation comptable dans chaque catégorie. En attendant, une partie du déficit est prise en charge par la fondation en Suisse.

Un autre problème se situe au niveau de la provenance des produits. Pour faire face à la demande croissante depuis la Suisse, le nombre des fournisseurs devrait être augmenté. Mais il semble que certains producteurs veuillent garder le monopole des livraisons, particulièrement pour les ananas et les mangues, quitte à augmenter artificiellement leur propre production en s'approvisionnant chez des voisins. Des décisions sont adoptées pour remédier à cet état de fait.





On peut dire que ces deux problèmes sont la conséquence de la croissance rapide du projet. L'important est de les reconnaître assez vite pour trouver des solutions !

Lors de l'Assemblée des membres du 14 août 1997, le comité est reconduit en bloc, à l'exception du secrétaire Daniel Hamaha, remplacé par Bosco Tedom.

---

### **Mon travail de comptable : un engagement pour une juste et noble cause**

J'entre à TerrEspoir en 1997 alors que je viens de finir mon parcours scolaire.

Comme secrétaire-comptable, je n'avais pas forcément besoin de m'imprégner des fondements de la structure et donc de la démarche du projet. Mais, au fil des années, alors que je commence à prendre part aux Assemblées générales, à échanger avec les membres, à parcourir les textes et divers rapports, le cœur s'y est mis et l'ensemble de la démarche prend racine en moi.

Pour moi, le déclic et le départ pour une aventure merveilleuse commence en 2003, avec l'organisation d'un séminaire de planification participative animé par Mody Ba, accompagné de Michelle Zufferey et de Chantal Peyer de TerrEspoir Suisse. Je pense que les membres se sont approprié les valeurs et ont pris conscience de la situation. Il s'agit dès lors d'une vision d'ensemble vers des objectifs précis.

Aujourd'hui, il ne s'agit plus tout simplement d'un emploi pour gagner mon pain quotidien, mais d'un engagement pour une cause juste et noble, d'une défense des valeurs humaines.

Les initiateurs de ce projet ont touché le cœur des difficultés que rencontrent beaucoup de paysans et de jeunes : se faire exploiter au maximum et finalement se décourager.

Ma plus grande satisfaction a été et reste celle de voir les acteurs du Nord se démener pour que la démarche puisse aller de l'avant. À aucun moment, malgré les difficultés qui auraient pu être des motifs valables, je n'ai vu les partenaires sombrer dans un découragement total.

Si j'avais une baguette magique, je créerais des plantations pilotes de référence à TerrEspoir Cameroun.

**Avec TerrEspoir, on ne perd jamais l'espoir !**

Sylviane Blanche Djou, comptable du GIC

---

## **BONIFACE SE CONSACRE À D'AUTRES ACTIVITÉS**

Au mois de mars 1998, une cinquantaine de producteurs du GIC TerrEspoir se retrouvent au Centre polyvalent de Mbô, près de Bafoussam, pour trois jours de formation. L'accent est mis sur les fondements du commerce équitable et sur le fonctionnement du GIC. Quatre groupes de travail analysent les réussites et les échecs du groupement et font des propositions constructives. Le besoin d'un-e chargé-e du suivi des producteurs a été souligné, ainsi que





SUR LE CHEMIN DU BIO, 1997-1999

la nécessité d'élargir le cercle des producteurs, pour assurer les commandes pour la Suisse. Les prix d'achat des avocats ainsi que des ananas et des bananes séchés sont réajustés. Mme Philomène Bomia, ingénieure agronome et représentante d'ECOCERT® au Cameroun, a donné les grandes lignes de la culture biologique. Puis, culture par culture, elle a indiqué ce qu'il était possible de faire et ce qui était interdit. Un planning pour la mise en place de cultures d'ananas bio est établi.

Depuis le début, TerrEspoir a octroyé des avances aux producteurs au moment de la rentrée scolaire, alors que les parents doivent faire face à de grandes dépenses pour payer la scolarité des enfants. Une petite caisse d'épargne voit le jour pour permettre de répondre rapidement à des situations d'urgence. Le projet de constituer une caisse d'épargne et de crédit autonome ne se matérialisera pas. Par contre, Boniface Lontio, pressenti pour en être le responsable, cesse en effet ses activités à TerrEspoir pour rejoindre le Service Humanus à Yaoundé. Pionnier du projet, il mérite la considération et la reconnaissance de TerrEspoir.

Grâce à un financement obtenu auprès de Pain pour le prochain en Suisse et de la Coopération suisse, un programme de suivi et de formation des producteurs est institué. Un conseiller agricole, Maurice Tape, est engagé et, dans un premier temps, peut recenser tous les producteurs avec leur type de production. Ce programme recevra par la suite un soutien de la FEDEVACO.

---

## L'ACHEMINEMENT PAR AVION EST-IL CONTRAIRE À L'ÉCOLOGIE ?

Suite à la réticence exprimée par diverses personnes à acheter des produits qui viennent depuis l'Afrique par avion, Michel Egger et Steven Geiger réalisent une étude intitulée « Transport par avion et commerce équitable, le cas de TerrEspoir ». Dans ses conclusions, Michel Egger, s'il reconnaît que le transport aérien n'est pas écologique en soi, réfute l'affirmation selon laquelle il serait dès lors incompatible avec le commerce équitable. Premièrement, parce que le transport n'est qu'une partie du bilan écologique et deuxièmement, parce que la protection de l'environnement n'est qu'un critère parmi d'autres du commerce équitable. Il faut prendre du recul et considérer tous les aspects (sociaux, économiques et politiques), afin de pondérer la charge écologique du transport des produits TerrEspoir. Paradoxalement, c'est en partie parce qu'ils sont produits et stockés de manière écologique qu'ils doivent être acheminés par avion ! Replacé dans une approche globale qui prend en compte la totalité et la complexité des éléments et facteurs en jeu, le transport par avion des produits TerrEspoir n'est pas vraiment un obstacle à leur pleine intégration et reconnaissance dans les circuits du commerce équitable<sup>9</sup>.







Le partenariat avec La Kalebasse de Michel Binet à Bâle se renforce. Leur magasin Fair Trade devient un lieu de vente et de dépôt pour toute la région bâloise. Une plate-forme de terrain est en train de se concrétiser entre le CEAS (Centre écologique Albert Schweitzer de Neuchâtel), Genève Tiers-Monde, La Kalebasse et TerrEspoir, future COSE. Des contacts sont établis avec des partenaires de La Kalebasse et du CEAS à Madagascar. Il y aurait des possibilités d'importation de litchis, mangues et vanille. Finalement, à cause du coût du transport beaucoup trop élevé, seuls des litchis séchés seront importés de Madagascar.

Au niveau du personnel de TerrEspoir, Ginette Duvoisin remplace Marie Aubry en congé maternité. Par la suite, cette dernière renoncera à reprendre son engagement à TerrEspoir.

Jusqu'à présent, TerrEspoir a utilisé les locaux du SCAR à Chavornay avec sa petite annexe pour stocker le matériel d'animation, louant ensuite au fur et à mesure de son expansion deux garages attenants puis les locaux d'une blanchisserie en cessation d'activité, dans le même bâtiment. Mais elle se trouve à l'étroit, vu l'augmentation du volume à commercialiser. Plusieurs recherches sont menées pour trouver des locaux plus grands.

L'un des projets étudiés consiste à acheter un petit immeuble inoccupé à Cossonay et d'y tenir, en parallèle aux activités de TerrEspoir, un marché pour les produits fermiers de la région. De bons contacts se nouent avec plusieurs paysans intéressés par la démarche. Un projet annexe de collecte pour l'Afrique de produits de seconde main (frigos, cuisinières, matériel agricole, habits, livres, etc.) est aussi envisagé dans ce cadre. Présenté sous le nom biblique des Greniers de Joseph, ce projet est finalement abandonné faute de trouver les moyens nécessaires.

---

## PREMIER EXERCICE MARQUÉ PAR UN REcul

L'année 1998 se solde, pour la première fois, par un résultat financier déficitaire de 32451fr. Non seulement l'objectif d'une moyenne de 2900 kilos par arrivage n'a pas été atteint, mais le tonnage total a encore diminué de 4% par rapport à 1997, s'élevant à 114642 kilos.

Cette situation pose un problème de trésorerie : en effet, TerrEspoir avance aux partenaires africains l'argent qu'ils remettent directement aux cultivateurs lors de la prise en charge des produits, alors qu'en Suisse, les paiements sont effectués après un mois. Heureusement, DM-échange et mission peut « faire la banque », notamment pour la gestion des salaires.

Pour affronter cette situation, il est décidé, d'une part, d'augmenter les prix de 20 centimes par kilo et, d'autre part de faire appel aux clients et amis de TerrEspoir pour constituer une association de soutien et renforcer la promotion. Ainsi, Christophe Reymond, accompagné de Christophe Stückelberger de Pain pour le prochain, rencontrera l'un des responsables du SIPPO (Swiss Import Promotion Program) à Zurich, pour lui présenter une demande de financement dédié à la promotion des produits en Suisse allemande.





## SUR LE CHEMIN DU BIO, 1997-1999

Dès les premiers mois de TerrEspoir, des contacts se sont développés avec Claro, la principale organisation alémanique de commerce équitable, pendant des Magasins du Monde, avec ses Weltladen. Ce n'est que le 13 novembre 1999 à Neuchâtel qu'un accord de coopération est conclu, à savoir :

- Claro accepte l'ananas séché du Cameroun à un prix satisfaisant pour TerrEspoir ;
  - TerrEspoir confie à Claro la mise sur pied du système qualité pour les produits séchés.
- Claro passe donc une première commande de 1 000 kilos d'ananas séchés.

En ce qui concerne les fruits frais, le même système de ristourne (2% pour les frais administratifs) est proposé aux Magasins du Monde. Or celui-ci ne convient pas vraiment à leur pendant alémanique. En effet, vu sa fragilité économique, Claro ne peut dorénavant s'engager dans de nouveaux produits que si les garanties sont maximales. Or l'expérience en Suisse romande a montré que le succès des produits frais dépend en grande partie du dynamisme de la personne qui va en prendre la responsabilité au niveau de la vente... difficile donc de le quantifier pour convaincre le partenaire alémanique !

Quant à l'Association de soutien à TerrEspoir, celle-ci voit le jour le 5 juin 1999. Elle doit mener toute activité utile pour :

- faire connaître la démarche TerrEspoir ;
- participer à la promotion des produits à travers différentes actions ;
- procurer des moyens financiers à la fondation ;
- collaborer de façon ponctuelle avec l'équipe de permanents de la fondation.

À la fin du nouvel exercice, toutes ces mesures portent leurs fruits : on constate une augmentation de 14% des produits importés. Dans le même temps, au Cameroun, la situation financière du GIC reste critique, suite à des dépassements de dépenses par rapport aux recettes effectives. Dans une lettre adressée au Comité de gestion en août 1999 par le Conseil de fondation en Suisse, on lit :

« Nous espérons que vous preniez conscience de la situation qui nous préoccupe beaucoup et que vous saurez prendre les décisions nécessaires. Nous attendons que vous nous présentiez un budget équilibré au niveau des différentes catégories de charges et dépenses et que ce budget soit scrupuleusement appliqué. Cela afin que nous ayons une relation de travail qui soit durable. TerrEspoir fonctionne depuis plus de six ans, mais c'est sans cesse qu'il faut se battre pour rester en vie, garder les marchés et essayer d'en conquérir de nouveaux. Rien n'est acquis ! Le but de TerrEspoir est de favoriser le plus de cultivateurs possibles par l'achat de leurs produits à un prix équitable. Mais il ne faudrait pas que la structure mise en place pour atteindre ce but devienne tellement coûteuse qu'elle compromette toute la démarche. Nous aurions alors fait fausse route. »





La gestion et le suivi des producteurs ainsi que de la provenance des produits sont les deux préoccupations principales du GIC.

Plusieurs décisions sont prises lors de l'Assemblée générale de 1999 :

- élections de comités locaux de répartition des quotas ;
- mise en place de réseaux d'échanges à l'intérieur du pays pour concrétiser cet aspect de TerrEspoir et mieux valoriser l'utilisation du camion ;
- organisation d'un service d'appui et de conseil pour les producteurs ;
- introduction du processus de certification bio.

Une telle certification va s'acquérir au Cameroun pour quatre produits : l'ananas, la mangue, la papaye et la banane-pomme. L'acquis n'est pas définitif, et le label Ecocert devra être reconduit chaque année.

En fin d'année, l'équivalence est obtenue pour ces quatre produits en Suisse. Pour cela, il a fallu qu'un service d'inspection vienne de Frick en Argovie pour visiter les locaux de Chavornay. Conclusion de cette expertise : hormis un certain nombre de mesures administratives à prendre (meilleure traçabilité des produits, comptabilisation séparée bio et non-bio, autorisation individuelle de l'Office de l'agriculture), le feu vert est donné à TerrEspoir pour démarrer le démarchage dans les filières bio. Le processus de certification bio, lui, prendra encore quelque temps, le rapport d'Ecocert suscitant maints blocages à Berne au niveau de la demande « d'autorisation individuelle » d'importation. Une année plus tard, l'Office fédéral de l'agriculture redemandera même à TerrEspoir la liste des producteurs, le plan des parcelles et les mesures d'amélioration prises depuis l'expertise... qu'il recevra en bonne et due forme. La certification des installations de séchage, quant à elle, en est encore à ses débuts.

Au moment de la rencontre du Comité de gestion du GIC TerrEspoir, le 1<sup>er</sup> novembre 1999, Martin Sop fait part de sa surcharge de travail et de son désir de cesser son activité à la fin de la campagne. Mais le Comité de gestion décide de décharger son gestionnaire autant que possible par les coordinateurs et d'installer TerrEspoir dans un local qui lui soit propre, car jusque-là, le projet a été géré depuis les bureaux des boulangeries de Martin Sop. Provisoirement apaisé, ce dernier retire sa démission.

---

8. Organisme de certification bio français créé en 1991.

9. Collection Repères, mars 1998, de Pain pour le prochain.







**JEANNE D'ARC**







# DÉMÉNAGEMENTS ET RENFORCEMENTS 2000 - 2003

**Dans le cadre de la valorisation des produits au Cameroun, depuis un certain temps, il y avait le projet de produire des jus de fruits. Une partie de la production devait pouvoir être exportée en vrac vers la Suisse et une autre partie reconditionnée directement sur place pour les marchés locaux.**

Lors du salon printanier MEDNAT de Lausanne où il se rend depuis quelques années, Olivier Martin fait la connaissance de Charles Revilliod, ancien chimiste cantonal, passionné par la valorisation des fruits et légumes, lequel faisait déguster du jus de carottes à son stand. En entendant parler du projet de TerrEspoir de lancer la production de jus de fruit tropical, et vu la forte demande de la part de la clientèle, Charles Revilliod a montré immédiatement un grand intérêt et s'est déclaré prêt à aider à l'installation d'une unité de production au Cameroun.

Par commodité, une première unité de transformation des fruits en jus démarre dans les locaux de Martin Sop à Douala ; mais l'aventure demeure sans lendemain, par manque de personnel, et de personnel formé, en particulier. Il faut rapidement découvrir un autre partenaire. Par le biais d'Initiatives et Changement<sup>10</sup>, on trouve un groupement de jeunes de Yaoundé, le GICARD<sup>11</sup>, déjà intéressé par la fabrication des jus de fruits, qui reprend le projet en tant que membre de TerrEspoir. Charles Revilliod effectue un premier voyage pour l'installation d'une unité de production, puis un deuxième l'année suivante. Les investissements relatifs à ce projet, tant au niveau de l'achat du matériel que des frais de mission sont payés grâce au fonds de réserve du GIC. Composé de sept membres, dont trois salariés à plein-temps et plusieurs temporaires, le GICARD permet une création appréciable d'emplois en milieu urbain.

Dès lors, le GICARD propose sur le marché camerounais une gamme de produits variés : nectars de mangue, de goyave, d'ananas et le fameux cocktail mango-passion, lesquels représentent 90% de son volume de vente. Au surplus, de la pulpe de mangue, d'ananas et de fruits de la passion est envoyée en Suisse dans des tonneaux alimentaires. À partir de cette pulpe, des nectars sont élaborés et mis en bouteille sous la direction de Charles Revilliod.





---

## MAGNIFIQUE HANGAR

La recherche de nouveaux locaux aboutit avec la trouvaille, à Bussigny, près de Lausanne, d'un magnifique hangar. D'une surface de 240 m<sup>2</sup> et d'une confortable hauteur de 10 mètres, il offre de grandes surfaces de bureaux et de stockage ainsi qu'un local à l'entrée qui pourra faire office de magasin pour la vente directe. La prise des locaux se fait le 9 mars 2000. Cet emplacement est proche de l'autoroute et permet des trajets rapides vers Genève, le Valais ou Neuchâtel. Par ailleurs, les locaux sont déjà bien équipés, à part la disponibilité d'une chambre froide. On en trouve une d'occasion. « Vastes et pratiques, c'est un vrai plaisir que d'y travailler », se félicite Christophe Reymond !

À Chavornay, TerrEspoir a entamé son existence comme petit locataire du SCAR. À Bussigny, c'est le SCAR qui devient le petit locataire de TerrEspoir, tout le monde ayant été convaincu que le SCAR devait aussi déménager et suivre TerrEspoir. L'un a diminué et l'autre a grandi !

Au niveau du personnel, il est devenu nécessaire d'adjoindre une personne à Christophe Reymond dans toutes les activités, y compris la conduite du bus, le chargement et le déchargement des produits. Après analyse de 97 dossiers de candidature, le choix se porte sur Roland Villard, un fils de paysan, titulaire d'un CFC de contrôleur<sup>12</sup>.

---

## DÉMARCHAGE EN SUISSE ALÉMANIQUE

Le financement de la promotion en Suisse alémanique a été accordé, et c'est Hans Bieri de Lucerne, déjà bien engagé pour commercialiser des produits TerrEspoir, qui va assumer ce nouveau mandat. Hans Bieri est un homme de terrain, convaincu de la démarche. Ses contacts au niveau du milieu bio et du fair trade, en plus de son bilinguisme, en font un agent intéressant. De surcroît, dès février, Michel Binet est engagé à 40% par le collectif nommé COSE, que TerrEspoir vient de cofonder avec quatre autres ONG. Michel Binet est chargé d'appuyer Hans Bieri au niveau du démarchage des magasins Claro et des milieux paroissiaux de sa zone d'action, entre autres Bâle, Zurich, et la Thurgovie.

Le marché alémanique est exigeant au niveau du label : le label Bourgeon y est la référence unique. En outre, la dimension « produit avion » peut bloquer les purs et durs. En février, un document de présentation est encarté dans le magazine Informell<sup>13</sup> avec coupon-réponse pour la visite d'un représentant de TerrEspoir. Michel Binet offre un sérieux coup de pouce en élaborant un mailing destiné aux milieux paroissiaux. Un envoi auprès de 600 paroisses, début décembre, connaît un faible impact.







---

## SITUATION DE CRISE

Au Cameroun, la gestion problématique des revenus et des frais sur place mène à un écueil : d'après la comptabilité suisse et les avances transmises au GIC, des réserves sont disponibles pour assurer, en cas de problème, au moins l'envoi de deux expéditions. Or, un lundi matin, le coordinateur informe qu'il ne pourra pas aller collecter les produits, parce que la caisse est vide ! En deux jours, Olivier Martin s'organise pour venir sur place étudier le problème et apporter de l'argent pour payer les producteurs et régler les autres frais sur place. De fait, Martin Sop est dépassé par la gestion conjointe de ses trois boulangeries et des activités de TerrEspoir. Il ne comprend pas d'où vient ce manque d'argent et démissionne de son poste de gestionnaire le 10 avril 2000.

L'installation du GIC dans de nouveaux bureaux est urgente, et un bâtiment peut être loué à Bonamoussadi, quartier résidentiel et périphérique de Douala. Sylviane Blanche Djou, déjà comptable de TerrEspoir de 1997 à mi-1999, reprend du service. Un audit financier sera demandé pour démêler la situation et pouvoir repartir sur de nouvelles bases.

On constate également que les employés n'ont pas été déclarés à la Caisse nationale de prévoyance sociale et qu'il y a beaucoup d'arriérés de taxes à payer ! Cette situation met en péril toute l'activité de TerrEspoir. On constate alors que de telles situations de crise, quand elles ne sont pas fatales, sont une incitation à améliorer les façons de travailler : un cahier des procédures pour la gestion est rédigé, avec les responsabilités bien détaillées de chacun. Quant au poste de gestionnaire, il est repris par Emmanuel Eding.

La bonne volonté ne suffit pas ! Pour assurer la pérennité de TerrEspoir, il faut restructurer et professionnaliser autant que possible la coopérative.

---

## LANCEMENT D'UN PÉRIODIQUE D'INFORMATION

Le 24 juin 2000, l'Association de soutien à TerrEspoir tient sa première Assemblée générale à Bussigny. Après une partie administrative à l'Hôtel de Ville et une célébration à l'église de Bussigny, un repas communautaire a lieu dans les nouveaux locaux où la fondation a emménagé au mois de mars. C'est aussi l'occasion d'inaugurer ce nouveau site de TerrEspoir.

Pour créer un lien entre la Fondation et l'Association de soutien, un bulletin d'information appelé infoTerrEspoir, est créé. Camille Egger en assure la rédaction et la mise en page. Il est composé généralement de quatre à six pages, avec un éditorial, des nouvelles, une présentation des partenaires, des photos et des recettes. Il paraît dès lors deux fois par an, au printemps et en automne.





---

## UNE MÉSAVENTURE LANCE UNE BELLE AVENTURE

À Bussigny, un des envois de pulpe de mangues, mal conditionné, arrive fermenté. Qu'à cela ne tienne, Charles Revilliod va le transformer en vinaigre ! Cette mésaventure va occasionner le déclin progressif du projet nectar de fruits et le lancement de toute une aventure de production de vinaigre sous l'égide de la COSE.

Les essais ont lieu dans les locaux de Bussigny. Un acéto-bio réacteur a été mis à disposition ; il va produire trois cuvées d'un vinaigre de bonne qualité. Pour des raisons d'organisation, l'embouteillage et l'étiquetage sont sous-traités auprès de la maison Lamon à Sierre. Ces deux opérations sont presque totalement automatisées.

Les premières bouteilles de vinaigre de mangue sortent fin août 2000 et font l'objet d'une vente-test lors du vingtième anniversaire du Centre Albert Schweitzer, début septembre à Neuchâtel. Conjointement au vinaigre de mangue, d'autres essais sont réalisés sur des vinaigres à base d'ananas séché, de litchi séché et de banane séchée.

Vu la spécificité fair trade de ce vinaigre, il est convenu que la promotion soit privilégiée dans un premier temps sur les filières du commerce équitable. Le projet connaît immédiatement un bel essor. En fin d'année, l'acéto-bio réacteur a produit 5 880 bouteilles de vinaigre de mangue, 1 200 bouteilles de vinaigre d'ananas, 1 000 bouteilles de vinaigre de banane et 800 bouteilles de vinaigre de litchis. Ces deux derniers types de vinaigre seront commercialisés en petites bouteilles de 25 cl. TerrEspoir est le distributeur officiel de ce vinaigre pour la COSE. En 2000, 102 cartons de vinaigre de mangue ont été écoulés et 312 cartons en 2001, dont 35 de vinaigre d'ananas.

Le mandat du technicien Charles Revilliod arrivant à son terme, la production est stoppée fin décembre.

---

## LE FONCTIONNEMENT DOIT ÊTRE AMÉLIORÉ

Au mois de février 2001, les membres de la coopérative et l'équipe administrative se retrouvent à Douala pendant trois jours pour une autoévaluation. Ils sont assistés par une équipe de trois personnes dont Christophe Reymond et Christian Favre. La démarche SEPO<sup>14</sup> (Succès, échecs, potentialités, obstacles) sert de base pour faire ressortir ce qui va et ce qui ne va pas et avancer des propositions d'amélioration du fonctionnement.

Au mois d'octobre, Samuel Wouappi cède à André Foka sa place de délégué, autrement dit, de président du GIC.

En décembre 2001, c'est un bureau d'études et conseils du Cameroun qui réalise une évaluation externe, afin de compléter la première. Voici la conclusion du consultant principal : « Le GIC TerrEspoir porte dans ses fondements les éléments profonds et convaincants pour une réhabilitation du pauvre producteur, en cela qu'il lui permet de vendre les fruits de ses peines à un prix rémunérateur. Les initiateurs de ce projet doivent se réjouir d'avoir touché un point essentiel de la problématique du développement du paysan africain. Toutefois, il est regrettable qu'un





projet qui a été si bien conçu et qui a comblé les attentes les plus brûlantes du monde paysan, possède en son sein des germes pouvant conduire à sa disparition. L'évaluation a mis en exergue des points importants dans la vie du GIC en ressortant par endroits les conséquences et les enjeux possibles. Les responsables sont invités à les prendre en compte lors des différentes concertations pour la bonne marche du GIC TerrEspoir. »

Les diverses évaluations ont révélé des lacunes que TerrEspoir souhaite combler, dans le but d'être toujours mieux équipée pour affronter le marché. Ce n'est que dans la mesure où le GIC fournira, régulièrement et en quantité suffisante, des produits de qualité qu'il pourra garder sa place sur le marché international.

Tous sont conscients que cela représente un défi important : peu d'organisations respectant les règles d'un commerce équitable et proposant des produits de qualité arrivent à se maintenir sur le marché. Et TerrEspoir est de plus en plus confrontée à la concurrence, avec l'arrivée sur le marché de produits de même qualité, mais dont la production n'a pas respecté les règles d'un commerce juste. Elle doit donc toujours être à la pointe de la qualité pour faire la différence. La démarche exige un suivi et une formation continue des producteurs.

---

#### **Ma plus grande satisfaction : les formations reçues**

Par manque de moyens financiers, je venais de quitter très tôt l'école et m'engageais comme volontaire communautaire. Un jour, les frères que j'aidais et qui étaient déjà membres de TerrEspoir m'ont demandé : « Petit, que ferais-tu si toi aussi tu devenais membre de notre coopérative ? ». Un déclic s'est produit dans ma tête et je me suis dit : pourquoi ne pas tenter ma chance aussi de ce côté ? Alors, j'ai essayé.

Tout d'abord, j'étais membre et fier de l'être. Après quoi, je suis devenu le tout premier et très jeune président du comité régional de la zone 4 dans le département du Bamboutos. Ensuite, j'ai été élu vice-délégué du GIC TerrEspoir et du Comité de gestion, poste que j'ai occupé pendant un peu plus de sept années. Et depuis le décès en 2015 de notre président Bosco Tedom, j'assume l'intérim. Je suis également responsable du microprojet P, plan greffé dans la zone 4.

Ma plus grande satisfaction se situe au niveau des nombreuses formations que TerrEspoir ne cesse de nous accorder pour renforcer nos capacités.

Mes plus grosses déceptions sont l'incapacité de notre structure de se développer davantage et de devenir plus visible depuis tant d'années de vie et de partenariat.

TerrEspoir m'apporte le nécessaire pour vivre avec ma famille et le crédit scolaire pour assurer l'éducation de mes enfants, la possibilité d'avoir des microfinancements et des formations pour améliorer mon niveau.

TerrEspoir a relevé plusieurs défis depuis sa création, entre autres les crédits scolaires, les microprojets, les formations, la survie devant les situations désastreuses, mais le plus grand qu'il lui reste, c'est l'émergence. Elle doit sortir sa tête de l'eau et avancer.

Patrice Kamta, producteur d'avocats

---







---

## L'ASSOCIATION APPORTE UN SOUTIEN PRÉCIEUX

En cette année 2001, le Conseil de fondation adopte une charte qui définit la mission de TerrEspoir, ses buts généraux, ses partenaires, les critères concernant les relations commerciales, les prix et les produits, les mesures d'accompagnement, le contrôle et l'information.

La deuxième Assemblée générale de l'association a lieu dans les nouveaux locaux de Bussigny. C'est l'occasion pour les membres de se retrouver pour la partie administrative, d'avoir des nouvelles de la fondation et des partenaires et de partager un excellent repas camerounais ! Chaque année, dès lors, l'Association de soutien apportera une contribution, allant de 20 000 à plus de 30 000 francs, pour prendre en charge des frais de promotion ou de fonctionnement de la fondation et pour financer certains projets au Sud. Il faut reconnaître que cette aide a permis à la fondation de se maintenir lors des années difficiles.

À côté du soutien financier vital qu'apporte l'Association de soutien, celle-ci aide à créer une dynamique autour de la démarche TerrEspoir. Elle a donc pour objectif d'appuyer l'équipe des permanents, souvent passablement chargée. Une équipe de neuf bénévoles assume une permanence dans la boutique, le samedi matin, à Bussigny. Et un accompagnement ponctuel de l'équipe de Bussigny est offert au niveau de la présence au stand durant les différentes manifestations. Les membres du comité ne comptent pas leur temps, et on peut particulièrement remercier Catherine Bigler, Ruth Martin, Camille Egger, Claire Zangger et son mari Jean-Claude, Pierre Aebi, Jacques Wehri et tous les autres membres du Conseil et de l'Association.

---

## ALÉAS DES PRODUITS

Au Cameroun, le GICARD n'a plus les moyens techniques pour assumer une production durable de jus de fruits tropicaux. La seule alternative à sa disparition consisterait à sous-traiter le conditionnement de la pulpe. En Suisse, on trouve une ferme familiale, à Romanel-sur-Lausanne, dont le propriétaire, Samuel Pache, est prêt à traiter et à conditionner les purées de fruits tropicaux TerrEspoir entrant dans la composition du mango-pomme et autres tropic-terroirs. Partenaire de longue date de l'Association Paysans Solidaires, la ferme du Taulard devient alors également partenaire de TerrEspoir depuis 2003.

L'année 2002 incarne une étape décisive pour le projet de vinaigrerie de la COSE, dont la phase pilote en Suisse est terminée. La production est transférée au Burkina. Le 11 juillet est produite la première bouteille 100% burkinabé. L'inauguration de la vinaigrerie à Ouagadougou a lieu le 28 novembre. Ce projet reçoit deux prix prestigieux : 1<sup>er</sup> prix de la Chambre du commerce pour la qualité du produit et ses implications socio-économiques et le 3<sup>e</sup> prix du CILSS (Communauté internationale de la lutte contre la sécheresse au Sahel) pour son implication dans la lutte contre la désertification.





La filière sud-africaine démarre enfin en 2002, après plus d'une année de négociations et de tracasseries administratives avec les autorités de Pretoria (autorisation d'exporter une mangue naturelle, location d'une infrastructure de stockage conforme et enregistrée au niveau du Ministère de l'agriculture, etc.). Le but était de compléter la mangue camerounaise par une mangue de contre-saison. Un partenariat a été établi avec des petits paysans du nord du pays et grâce à l'appui de Jean-François Bill. L'ONG qu'il dirige, baptisée Funda-lthuseng trust, encadre les producteurs locaux ; elle a soutenu le projet devant les autorités sud-africaines. Les premiers arrivages de mangues et de litchis, un autre produit intéressant, sont sur le marché à la fin de l'année.

---

## NOUVELLE ÉVALUATION

L'été suivant, au Cameroun, une évaluation externe du GIC est menée par une équipe afro-suisse composée de Mody Ba, expert sénégalais spécialiste en développement rural et de Mmes Michèle Zufferey et Chantal Peyer du Conseil de fondation en Suisse. Cette évaluation de terrain est suivie d'un séminaire avec le GIC sur le partage des critères et de la charte de TerrEspoir. Les mesures à prendre sont ensuite restituées lors de l'Assemblée générale. Tout ce processus permet à la base paysanne de devenir les acteurs principaux de leur GIC. Ces recommandations touchent les domaines suivants :

- transparence au niveau du statut des membres : liste des membres et procédure de vérification ;
- planification par objectif pour les membres du bureau avec cahier de charges précis.
- communication interne :
  - préparation des AG ;
  - planification des activités du Bureau et du Comité de gestion ;
  - définition des cahiers des charges des groupes et comités régionaux.
- qualité des fruits séchés :
  - état des lieux des unités de séchage ;
  - plan de mesures correctives ;
  - mise en place d'un système assurance-qualité (traçabilité).
- projet de suivi :
  - mise en place d'un plan de formation sur le long terme ;
  - orientation du programme de formation à la fois sur l'assurance-qualité et le mode de fonctionnement général du GIC (principes du commerce équitable, habilitation des producteurs, etc.).
- planification des activités jusqu'en 2006.

Grâce à ces opérations d'évaluation externe et à l'audit financier menés au Cameroun, il y a maintenant d'excellents outils de suivi en vue de la consolidation de cette structure partenaire. L'évaluation externe de l'été 2003 est le point de départ d'un accompagnement encore plus serré des partenaires-producteurs.





---

### Les vendeuses de bananes de Bafoussam

TerrEspoir, dans mon cœur, restera toujours la vision de ces femmes vendeuses de bananes, rencontrées près de Bafoussam en 2003. Elles cultivaient leurs terres avec amour et étaient heureuses de s'organiser ensemble, en comité local. Elles avaient une droiture et une dignité rieuses qui donnaient envie de rester en leur compagnie. Aucune d'entre elles ne savait lire ni écrire, mais lorsqu'elles ont compris, en notre présence, qu'un intermédiaire ne leur donnait pas la commission qui leur était due, elles ont immédiatement pris les mesures requises : elles l'ont remplacé et ont élaboré des projets de construction d'un four avec les nouveaux fonds obtenus. Rieuses, mais déterminées, les femmes de Bafoussam. Et courageuses. TerrEspoir, c'est cela : la force de la société civile. En Europe, par des réseaux qui contribuent à créer une économie solidaire. Au Cameroun, par l'habilitation de ces hommes et de ces femmes, qui ont simplement besoin d'avoir une chance pour la saisir.

Chantal Peyer, ancienne membre du Conseil de fondation et présidente de 2004 à 2010

---

10. Anciennement connu sous le nom de Réarmement moral.
11. Groupement d'initiative commune pour l'agriculture, la recherche et le développement.
12. Le certificat fédéral de capacité est l'équivalent suisse, selon les cas, d'un BP (brevet professionnel) ou d'un baccalauréat professionnel français.
13. Viermal jährlich die wichtigsten Informationen der evangelischen Werke Brot für alle, HEKS und mission 21 sowie Veranstaltungen der OeME-Fachstellen der Kantonal-kirchen.
14. Plus connue encore sous son acronyme anglais SWAT.







**LA DOYENNE, PRODUCTRICE DE BANANES**







**BOSCO TCHANKWE**







# LE PLAFOND DU MILLION

## 2004 - 2015

**Deux membres du Conseil de fondation, piliers au rôle décisif, rendent leur tablier en 2004 : Michel Egger, membre-fondateur et Evelyne Roulet, dont l'intervention dans la première année de TerrEspoir fut décisive, à l'heure où l'aventure ne tenait qu'à un fil. Michel Egger est remplacé par André Räss (coopté par Pain pour le prochain) et Evelyne Roulet par Marc Morier.**

Cette année-là voit aussi symboliquement le chiffre d'affaires de TerrEspoir se monter à 1 008 964 fr. , correspondant à un volume de produits de 171 776 kilos entièrement importés du Cameroun. TerrEspoir ne se maintiendra pas au-dessus de ce cap symbolique, exception faite des remarquables années 2009 et 2010 (voir tableau p.67).

Dès le premier trimestre 2005, c'est le cabinet AGESFO qui appuie le GIC TerrEspoir pour le suivi de la gestion et du fonctionnement général (plan de formation, circulation de l'information entre la base et le Bureau, cahier des charges des divers acteurs, etc.). Un séminaire de formation spécialement prévu pour le Bureau et le Comité de gestion a lieu en avril 2005.

Cette année-là en Suisse, un partenariat est finalement officialisé avec Claro pour les fruits et légumes frais. La centrale Claro en introduit un certain nombre dans son assortiment (ananas, papaye, mangue, plantain, noix de coco, patate douce et canne à sucre). TerrEspoir s'occupe de la distribution et peut ainsi dégager des relations bilatérales avec nombre de magasins. L'impact est encore faible, à cause du prix élevé des frais de distribution (plus d'un franc le kilo) et de la fragilité de certains produits.

---

### **Test à l'aveugle... infaillible !**

**Voici un test pour convaincre amis, voisins ou clients potentiels : présenter des morceaux d'ananas provenant respectivement d'une boîte de conserve, d'un fruit acheté en grande surface et d'un fruit TerrEspoir issu du Cameroun. Faire déguster les trois échantillons à l'aveugle. Personne ne se trompe, celui de TerrEspoir surpasse tous les autres ! Ensuite on explique notre démarche de commerce solidaire.**

Willy Meylan, Gimel

---

La campagne 2008 se traduit par une diminution du niveau des importations de l'ordre de 2%. Cette diminution tient au fret, concrètement à plusieurs arrivages partiels : la compagnie d'aviation n'a pas pu charger toute la marchandise qui devait être envoyée. C'est un rappel que le transport aérien demeure le talon d'Achille de la démarche TerrEspoir.







LE PLAFOND DU MILLION, 2004- 2015

Une fois de plus, TerrEspoir est placé devant un double défi : maintenir sa vision consistant à travailler avec les petits producteurs de la base et ses contraintes liées à sa survie économique qui, elle, passe par l'autofinancement en Suisse. Cela reste d'ailleurs l'une des priorités du Conseil de fondation pour les années à venir.

Au mois de mars 2007, une journée de réflexion est organisée au Centre de séminaires de Crêt Bérard. Les secrétaires généraux de DM-échange et mission et de Pain pour le prochain (les deux œuvres fondatrices de la Fondation TerrEspoir), ainsi qu'un consultant externe, quatre membres du Conseil et le coordinateur analysent pendant une journée la situation de TerrEspoir et essaient de trouver des solutions pour redresser les finances.

---

## LA PROFESSIONNALISATION INÉVITABLE

TerrEspoir a grandi pour devenir un acteur reconnu du paysage du commerce équitable en Suisse romande. Elle ressemble de plus en plus à une PME, mais continue à fonctionner essentiellement sur le mode du bénévolat et grâce à l'appui engagé de dizaines de personnes. Les membres du Conseil de fondation sont appelés à répondre à des questions de plus en plus complexes (analyse des comptes, suivi du Sud, promotion) et effectuent de multiples tâches relevant de l'opérationnel. Ils sont à la fois un conseil et un appui à la mise en œuvre. La même évolution peut être relevée au niveau des employés : leurs tâches n'ont cessé de s'étoffer au fil des ans, dans la pratique, mais sans réelle adaptation au niveau des cahiers des charges ni réelle redéfinition du fonctionnement global de l'organisation. Pour surmonter les défis qui se posent à la fondation, il est nécessaire de mener une réflexion sur le fonctionnement et l'organisation institutionnelle. Cette analyse devrait aider à professionnaliser la structure et à acquérir les visions et compétences qui permettront de surmonter les défis futurs.

Au Conseil de fondation, les deux derniers venus sont à leur tour remplacés par Sylviane Humbert et Valéry Bezençon.

En 2007, un nouveau chargé de suivi est nommé au Cameroun : Félix Meutchieye, agronome de formation. C'est lui qui se charge du rapport avec les producteurs dans le cadre du projet de suivi cofinancé par PPP et la DDC. Félix Meutchieye entreprend immédiatement de nombreuses visites de terrain. Il est également chargé du suivi des sécheurs dans le cadre du programme d'amélioration de la qualité. Six groupes de sécheurs ont été sélectionnés et ont reçu une subvention pour réparer leurs installations et les rendre conformes aux normes en vigueur.

Félix Meutchieye occupera ce poste avec compétence jusqu'en 2012, organisant de nombreuses sessions de formation, particulièrement sur le greffage des avocatiers.

Face aux difficultés du GIC à atteindre l'autofinancement, une nouvelle évaluation externe a lieu en février 2007 par un économiste genevois, Jacques Moynat.





---

## TROIS ANNÉES DE PERTE

Les deux années 2006 et 2007 se soldent par de grosses pertes ; il faut donc trouver les causes de ces déficits et y remédier. La diminution du tonnage s'explique, d'une part, par l'arrivage raté de mars 2008 (émeutes au Cameroun) et d'autre part, par les mesures correctives prises dès mi-2007 suite à la mission d'évaluation externe de Jacques Moynat.

Une marge de 10% supplémentaires des commandes était prise sur certains produits pour s'assurer de pouvoir fournir les clients. Or cela représente une très grande quantité d'invendus ! Cette marge de sécurité est ramenée à 3%. Par ailleurs, l'approvisionnement en produits marginaux comme le gombo ou l'igname est fortement réduit, quitte à présenter moins de couleurs sur les stands ! Enfin, la ristourne sur les quantités est supprimée et le prix de vente augmenté.

Grâce à toutes ces mesures, la perte diminue considérablement. La campagne 2008 se traduit par une baisse du niveau des importations de l'ordre de 3% mais par une réduction du déficit de 30 000.- CHF par rapport aux deux années précédentes.

---

## VOYAGES CROISÉS

Une douzaine de bénévoles et de consommateurs suisses s'en vont visiter les partenaires camerounais lors d'un voyage de dix jours, en avril 2007. C'est la deuxième fois qu'un tel voyage est organisé. Il permet à des personnes engagées avec TerrEspoir de voir concrètement d'où viennent les fruits, qui les cultive et comment ils sont produits. Sept localités sont visitées entre Mbouda dans l'Ouest et Kribi sur l'océan, dans le Sud.

Ce voyage représente une réelle découverte pour la plupart des participants hormis les organisateurs : la nature tropicale et les paysages beaux et variés, le travail assidu des Africains, leur courage et leur ténacité, leur accueil et leur joie de vivre, la bonne humeur et la simplicité, la jovialité des femmes, en particulier. Plus concrètement, c'est la modestie des producteurs, de petits paysans qui travaillent avec des outils très simples et la difficulté de récolter les mangues sur leurs grands arbres ; ce sont ces petits séchoirs qui ne fonctionnent que deux jours par semaine et ces petits ateliers de cartonnières qui effectuent malgré tout leur travail ; c'est finalement la fragilité du GIC due aux tensions internes et à une structure décisionnelle volontairement non hiérarchique. Les Suisses sont agréablement surpris de voir le nombre de femmes parmi les membres du comité, producteurs et autres sécheurs.

Du côté des hôtes, tous les producteurs sont heureux de montrer leur travail, de laisser les visiteurs visiter leurs champs et toutes les plantes qui poussent entre les bananiers, avocats et manguiers et même à en accueillir certains chez eux.

Inévitables confrontations avec les clichés, certains visiteurs sont gênés de comprendre entre les lignes que les Camerounais voient l'Europe comme un paradis qui pourrait faire davantage pour eux, quand ce ne sont pas des demandes de bonne main à la fin des certaines entrevues.





LE PLAFOND DU MILLION, 2004- 2015

Mais les Suisses reviennent enchantés de ce séjour et fortement impressionnés par les qualités humaines d'une population qui vit dans des conditions infiniment plus difficiles que les leurs. Certains se retrouveront, peu après leur retour, à trier les fruits qu'ils ont vus quelques jours plus tôt dans les champs et sur les arbres, et cela avec un enthousiasme renouvelé. L'objectif du voyage est ainsi atteint !

L'année suivante, du 17 au 28 septembre 2008, TerrEspoir suisse a la grande joie d'accueillir une délégation de six membres de TerrEspoir Cameroun. Cette délégation de trois femmes et trois hommes représente les différentes régions et niveaux d'implication au sein du GIC, à savoir :

- Bosco Tedom, président de la Coopérative ;
- Élisabeth Kouongni, sécheuse du groupe de Makepe (Douala) ;
- Marie-Thérèse Kamga, également sécheuse dans la zone de Bafoussam ;
- Emmanuel Eding, gestionnaire du GIC ;
- Félix Meutchieye, agronome, chargé du suivi ;
- Ernest Mewa, coordinateur responsable de la collecte des fruits et du conditionnement des envois.

Durant dix jours, la délégation a l'occasion de rencontrer la plupart des partenaires de TerrEspoir s'occupant de la commercialisation, à savoir : les Magasins du Monde, les paroisses et les réseaux privés. De plus, TerrEspoir étant présent au Comptoir suisse, la délégation camerounaise peut animer le stand durant toute une journée. Les questions de qualité et d'amélioration de la gestion et du suivi sont largement évoquées durant ces dix jours.

Le 18 septembre, une soirée thématique suivie d'une belle réception permet aux invités de rencontrer les membres de l'Association de soutien, responsables de l'organisation de la soirée. C'est un grand succès !

---

## CHANGEMENT D'ÉPOQUE

Après douze années d'engagement au sein du Conseil de fondation, Michèle Zufferey, Jacques Wehrli et Olivier Martin cèdent leur place à Laurent Venezia, Kim Deslandes et Daniel Tillmanns.

Au Cameroun, parallèlement au projet de réfection des séchoirs, un projet de petits crédits se concrétise. C'est dans le cadre de la recherche de diversification des sources de revenus et conformément à ses règlements que le GIC, en collaboration avec la Fondation TerrEspoir Suisse, lance une phase expérimentale de crédits à court et moyen terme. Une commission d'attribution prend sa décision sur la base d'une fiche de montage ; il s'ensuit la signature de la convention de prêt.

Dans l'ensemble, quelque 45 projets sont financés au cours de l'année 2008 pour 48 bénéficiaires, dont une moitié de femmes, en individuel ou en groupe. Les montants prêtés vont de 100 000 à 150 000 fr. CFA. Les projets s'inscrivent dans les domaines de la culture, de l'élevage, de l'artisanat et du commerce, à savoir :

- 30 projets touchant au domaine de l'élevage (aviculture et élevage porcin) ;







- 11 projets horticoles (ananas, papaye, maïs, etc.) ;
- 2 projets au niveau du commerce : vente de cartes téléphoniques et stockage de denrées alimentaires ;
- 2 projets d'artisanat : fumage du poisson et teinture de tissus.

Un suivi intensif est réalisé par Félix Meutchieye, car du niveau des remboursements dépendra la suite de ce projet de microcrédit.

L'année 2009 permet à la fondation en Suisse de retrouver les chiffres noirs et... le sourire. Au Conseil, André Kissling remplace Valéry Bezençon.

Au mois de septembre 2010, une délégation du Comité de gestion, emmenée par le président Bosco Tedom rejoint Olivier Martin au monastère de Babété. C'est le dernier voyage du fondateur de TerrEspoir, car il entrera en retraite à la fin de l'année. À cette occasion et pour marquer la reconnaissance de tous les membres du GIC TerrEspoir, Tedom revêt Olivier d'un habit traditionnel, de la coiffe, de la canne et du sac qui l'accompagnent et finalement du titre Tà Sado Olivier. C'est sous ce nom qu'il inaugure le livre d'or de TerrEspoir Cameroun.

---

## PRODUITS DIVERS, FORTUNES DIVERSES

Durant l'année 2010, le partenariat entre le GIC et Claro se concrétise en ce qui concerne l'ananas séché : près de trois tonnes de ce fruit séché sont exportées et commercialisées dans toute la Suisse auprès des Magasins du Monde/Claro Weltladen.

Si le lancement de l'ananas séché est un succès, celui de la banane séchée est en revanche un semi-échec. En effet, le premier lot a été contaminé par la mite du fruit et retiré d'urgence des magasins Claro, ce qui a occasionné de lourdes pertes et causé du tort à ce partenariat émergent. Le problème a cependant été identifié : c'est l'emballage (sorte de cellophane et non sachet bicouches) qui a permis à la mite de contaminer les sachets, entre le moment de l'emballage et celui de la commercialisation.

La fabrication des jus de fruits tropicaux « mango-pomme » et « tropic terroir » se poursuit courant 2011 grâce à la bonne collaboration entre le GICARD camerounais qui fournit les purées de fruits tropicaux et le partenaire suisse, Samuel Pache, qui s'occupe du conditionnement.

La vente des fruits séchés connaît une forte baisse en 2011. Il est indéniable que le partenariat Claro/GIC a un impact important, en particulier au niveau des ventes. Mais un effort de diversification s'impose afin de toucher d'autres filières. Ce n'est pas simple, surtout avec l'arrivée de fruits séchés Max Havelaar dans les grandes surfaces, alors que TerrEspoir s'est tournée depuis toujours vers les réseaux de distribution alternatifs. Mais bonne nouvelle : les déficits des années passées ont pu être complètement amortis !

En novembre 2011, une délégation du Conseil, composée de Laurent Venezia (membre du DM) et de Christophe Reymond (coordinateur TerrEspoir) se rend au Cameroun pour une dizaine de jours.





---

## COMMENT EXPLIQUER L'ÉROSION ?

La campagne 2013 est en demi-teinte. Si les problèmes logistiques liés à la prise en charge du fret par la compagnie d'aviation ont été pour la plupart bien maîtrisés, l'exercice se solde par une diminution des importations de l'ordre de 4%, et le volume des importations hebdomadaires passe en dessous des trois tonnes, ce qui ramène TerrEspoir douze ans en arrière, au niveau de 2001 !

TerrEspoir n'échappe pas au fameux « cycle des projets », à savoir une phase ascendante suivie de périodes plus compliquées à gérer.

Cette diminution s'explique, d'une part, par l'érosion des filières de distribution : plus de 90% des fruits sont vendus via les réseaux privés, les paroisses et les Magasins du Monde, filières qui peinent à se renouveler, la sécularisation et le vieillissement des forces paroissiales étant une réalité ; d'autre part, le choix stratégique et éthique de la Fondation TerrEspoir de travailler uniquement avec la base représente un défi permanent, alors que le commerce équitable, victime de son succès, est en pleine transition : l'énorme gamme de fruits Max Havelaar s'est installée en grandes surfaces. Le grand public est désormais touché, mais au risque d'une certaine dilution du concept de « commerce équitable » qui favorise les grands producteurs et les produits plus performants. En effet, la grande distribution ne peut prendre le risque des ruptures ponctuelles d'approvisionnement ni des pertes de qualité en saison des pluies.

La mission de TerrEspoir, consignée dans sa charte, est la valorisation de la personne, de ce qu'elle est et de ce qu'elle fait. Cette vision se réalise en partenariat avec de petites exploitations cultivant des produits du terroir – banane-pomme de Batié, avocat de Mbouda, etc. - des produits au goût authentique, cultivés de façon extensive sur de petites unités familiales, mais des produits aussi à l'aspect moins lisse, soumis aux aléas saisonniers, donc difficiles à écouler auprès de grands distributeurs.

Autre signe des temps : le « consommer-local » entre désormais en concurrence avec les valeurs de solidarités Nord-Sud, notamment si les produits sont transportés par avion – commerce équitable et respectueux de l'environnement sont deux faces d'une même pièce bien que, sous certains aspects, deux faces différentes.

Le Conseil de fondation prend cette problématique très au sérieux. Ainsi grâce à Valéry Besençon, professeur de marketing et ancien membre du Conseil de fondation, un mandat d'études est confié à l'Université de Neuchâtel : un groupe de ses étudiants se penchera à la fois sur les questions d'image, de distribution et du rôle des bénévoles au sein de TerrEspoir.

La synthèse des résultats de cette étude est la suivante :

- l'image de TerrEspoir est très positive au sein des clients ;
- les clients sont fidèles et satisfaits ;
- pour les distributeurs, les produits TerrEspoir sont un outil de fidélisation de la clientèle davantage que des produits destinés à réaliser une marge bénéficiaire ;
- il y a un problème de renouvellement (des clients et des bénévoles) ;
- il y a un problème de distribution, pour pouvoir élargir la clientèle.





Des pistes de réflexion sur des actions possibles en découlent et feront l'objet d'une stratégie future.

On ne peut pas clore ce volet sans parler de Marie-Louise Braillard, d'origine camerounaise, qui fait les marchés de Vevey et Morges et s'approvisionne chez TerrEspoir presque depuis le début. Sans compter que c'est elle qui cuisine les plats typiques du Cameroun mettant les produits en valeur.

---

## LE GIC DEVIENT COOPÉRATIVE

À partir de janvier 2014, le GIC TerrEspoir prend officiellement le statut de coopérative. Elle s'appelle maintenant COOPTEC (Coopérative TerrEspoir Cameroun). Le Comité de gestion devient Conseil d'administration. Il est composé de dix membres, dont six sont élus par l'Assemblée générale des membres, y compris un conseiller plus les quatre présidents de zone.

Après la démission de l'ancienne agronome chargée du suivi, TerrEspoir Cameroun décide de ne plus engager de chargé de suivi à plein-temps, et cela à la fois pour des questions de manque de compétence et de coût. Dorénavant, les formations spécifiques seront prodiguées sur mandat par des agronomes spécialistes des questions de production végétale et de protection des plantes. Ces formations seront financées par les cotisations des membres.

---

## NOUVELLES INITIATIVES

Alors que TerrEspoir s'apprête à fêter les vingt ans d'une remarquable aventure, on pourrait se demander si l'on voit apparaître un commerce équitable à deux niveaux ou à deux vitesses. Les produits alimentaires du commerce équitable semblent suivre la même évolution que ceux du commerce traditionnel : d'un côté, des produits standards destinés à la grande distribution et de l'autre, des produits « de la ferme » destinés à une clientèle plus exigeante, plus militante, aussi. Comment faire pour qu'une optique « producteur » puisse, non seulement survivre, mais se développer et permettre ainsi à toujours plus de petits cultivateurs du Sud de devenir de véritables partenaires économiques ?

De nouvelles initiatives sont en train de voir le jour, celle liée, entre autres, au concept du panier déposé dans des lieux précis et que l'on va appeler « ma corbeille TerrEspoir » ; des actions de démarchage auprès des entreprises de la région pour qu'elles offrent des fruits séchés à leurs employés ; de manière complémentaire, une « boîte à outils » pour mieux épauler les réseaux existants, par exemple l'outil informatique de calcul.

Quant au Sud, TerrEspoir veut y renforcer ses activités de microcrédit, de formation et de diversification des microprojets (élevage, jus de fruit), sans oublier l'appui à la diversification des filières d'écoulement, en jouant à la fois sur le marché local et sur l'export.







**JEAN-FRANÇOIS BILL ET LES PRODUCTEURS DE MANGUE, AFRIQUE DU SUD**





# CONTACTS ET PARTENARIATS AVEC D'AUTRES PAYS D'AFRIQUE

**Le produit foire de TerrEspoir est la mangue. Or, la saison au Cameroun ne dure que de février à août. Des contacts ont été pris avec des pays dans l'hémisphère sud où la saison dure de septembre à janvier.**

---

## CONGO BRAZZA

C'est au cours de deux visites au Congo Brazzaville qu'Olivier Martin arrive à prendre les premiers contacts sur place, fin août et mi-septembre 1995. Des contacts ont déjà été établis depuis deux ans par l'intermédiaire de Albert Moukolo, originaire du Congo, mais résidant en Suisse.

Ce sont Hubert Ngambou et Marc Ngouma-Moussiki qui sont pressentis pour coordonner le projet. C'est le responsable de la Croix-Bleue au Congo, Labson Foukou, qui assure l'accueil et le transport. Il faut d'abord rencontrer des producteurs. Le plus intéressé se nomme Antoine Lecoco Bamanissa. Il a des vergers de mangues dans la région de Boko et essaie de sensibiliser les gens à une production écologique. Il a créé le Forum Ecologique du Paysan. Un grand projet, le Projet fruit de Boko, avait démarré à Boko, pour développer la culture et la commercialisation d'une mangue greffée, projet financé à hauteur de deux millions de francs suisses par le Fonds européen de développement (FED). Les paysans ont été encouragés à couper les manguiers traditionnels pour les remplacer par des manguiers greffés, au grand désespoir d'Antoine Bamanissa. Et avec raison, parce que le projet n'a fait qu'un envoi de mangues en France et s'est arrêté, laissant des mangues fragiles que la population locale ne consomme pas.

Pour TerrEspoir, c'était cette mangue locale, proche par le goût et l'aspect de celle du Cameroun, qui était intéressante, et qui arrive à maturité alors qu'il n'y en a pas au Cameroun.

En plus des mangues, il y a des plantations de litchis, mangoustans et grenadilles. Il s'agit de trouver des emballages. Il sera possible d'utiliser une partie des emballages du Projet Fruits de Boko. Des contacts sont pris avec Swissair qui peut acheminer les produits sur Genève. En 1995, ce sont 1 634 kilos qui seront expédiés en six envois.

En 1996, à l'occasion d'un nouveau voyage sur place, une équipe de cinq personnes est réunie pour planter les bases de TerrEspoir Congo. Il s'agit de Labson Foukou et Hubert Ngambou, très engagés avec la Croix-Bleue, Raymond Boukoua, gestionnaire du Projet fruit de Boko pendant six ans et dirigeant une petite ONG pour la promotion des produits agricoles, le producteur Lecoco Bamanissa et une jeune fille nommée Roch qui aide le projet. Durant cette année-là, ce sont encore 1 567 kilos en huit envois qui viendront du Congo.

En 1997, nos partenaires pourront encore expédier cinq envois de 1 440 kilos en tout. Malheureusement, des troubles politiques et une guerre civile vont arrêter tout nouvel envoi depuis le Congo Brazzaville, la circulation sur les routes étant devenue trop dangereuse.






---

## TOGO

Depuis plusieurs années, le SCAR entretient des relations avec les UCJG (Union chrétienne de jeunes gens) du Togo et Carlos Sanvee en particulier. Une équipe des UCJG a créé une association d'appui aux paysans, le Bien-être paysan. C'est cette association qui va devenir partenaire de TerrEspoir à partir de 1996 en attendant que les producteurs se structurent.

L'ananas représente le produit le plus intéressant à envoyer depuis le Togo. En juillet 1996, Carlos Sanvee fait visiter à Olivier Martin deux villages gros producteurs d'ananas, mais qui sont très mal rétribués. Dans l'un des villages, ils rencontrent quatre groupements qui cultivent chacun un champ d'ananas en commun. La présidente d'un groupement les accueille en leur disant : « Lorsqu'on pleure, il y a quelqu'un qui console ». Le prix qui est proposé par tête d'ananas est environ trois fois ce qu'on leur offre habituellement. Il est aussi possible d'importer des noix de coco fraîches d'excellente qualité.

La compagnie d'aviation belge Sabena dessert également Lomé, la capitale du Togo et un accord peut être finalisé avec le Bien-être paysan pour la collecte et l'envoi des produits.

Cinq envois sont effectués en 1996 pour 1 071 kilos. Sabena transporte les produits via Bruxelles.

En 1997, ce sont 9 580 kilos pour 45 envois, ce qui représente une moyenne de 210 kilos par envoi. Cette quantité est insuffisante pour couvrir valablement les frais sur place du bien-être paysan qui demande d'augmenter les commandes.

Malheureusement, la chose ne peut se réaliser et, en 1998, il y a 41 envois, mais pour un total de 8 843 kilos seulement. Il y a encore 32 envois en 1999 et 41 en 2000.

En 2001, il y aura 29 envois, puis la faillite de Sabena interrompra brusquement ce partenariat avec le Togo. L'alternative de passer par Paris avec Air France est trop chère.

---

## TCHAD

Depuis 1996, un partenariat avec un groupe de paysans du Tchad progresse favorablement : il s'agit du Groupement de producteurs de Karkandji de Koumra et environs.

Constitué d'une vingtaine de paysans, ce groupement est issu du travail d'un agronome, Roger Zurcher, envoyé par DM-échange et mission pour y faire son service civil. Comme leur nom l'indique, il s'agit de producteurs de karkandji.

Le karkandji (ou oseille de Guinée) est consommé sous forme de tisane, de sirop ou de confiture. Ce karkandji est cultivé biologiquement, ses fleurs rouges séchées à l'air pour être conservées.

À côté de leur travail d'agriculteurs, les membres du GPK suivent des cours de perfectionnement en gestion. D'un commun accord, ils décident de ne toucher que la moitié du prix obtenu et de verser le reste dans une caisse locale d'épargne et de crédit créée et gérée par eux.

Le karkandji est acheminé en Suisse par Djikoloum Magourna, coordinateur de la Croix-Bleue pour l'Afrique, à l'occasion de ses visites en Europe.







---

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Conscients de leur responsabilité qui consiste à promouvoir la juste rétribution de la peine du cultivateur, un groupe, constitué d'agriculteurs, de transformateurs de produits agricoles, de commerçants, de pasteurs et de personnes préoccupées par le sort des agriculteurs, en provenance de Bangui, Sibut, Dékoa, Mala, Kaga Bandoro et Kembé, ont créé le 19 septembre 1997, au sein de l'Alliance des Évangéliques en Centrafrique (AEC), un Groupe d'initiative commune (G.I.C) dénommé TerrEspoir-Centrafrique.

Les objectifs de TerrEspoir-Centrafrique :

- l'amélioration des revenus de l'agriculteur par une juste rétribution de son travail et la minimisation des coûts de production ;
- la commercialisation équitable des produits agricoles, d'élevage et de l'artisanat sur les marchés ;
- la transformation des produits d'origine agricole ;
- la gestion rationnelle de l'environnement ;
- la promotion de l'agriculture biologique ;
- la sensibilisation, la conscientisation, l'information et la formation des membres.

Plusieurs projets vont être étudiés pour atteindre ces objectifs :

- l'écoulement des produits sur les marchés nationaux, principalement pour le manioc, le maïs et l'arachide ; le projet prévoit la construction de magasins dans les préfectures et l'achat d'un camion pour acheminer les produits sur Bangui ;
- la mise en place d'unités de transformation pour les produits locaux : confitures, jus, huile.

Malheureusement, les financements pour lancer ces projets ne seront pas trouvés, sauf, en partie pour le montage d'une huilerie. L'approvisionnement de l'huilerie en eau et électricité a connu des problèmes, et la personne en charge du projet n'a pas été en mesure de persévérer. Par la suite, les troubles armés récurrents ont empêché la finalisation du projet.

Mais on peut dire que TerrEspoir-Centrafrique se différencie des autres pays, puisqu'il n'était pas prévu d'exporter des produits de Centrafrique, mais plutôt de favoriser le commerce local et la transformation des produits sur place.

---

## CÔTE D'IVOIRE

C'est en 1998 que les premiers contacts sont établis avec des groupements de producteurs d'ananas et de papayes Solo de très bonne qualité, grâce aux consultants du SECAAR sur place à Abidjan, Jean-Daniel Peterschmitt et Shadrak Djiokou. Ils ont pu se mettre en contact avec le pasteur Odje qui dirige un programme de développement communautaire de l'Eglise méthodiste de Côte d'Ivoire. Quelques envois ont pu être organisés. Mais le décès subit du pasteur Odje met fin à cette collaboration.





LES AUTRES PAYS

---

## CONGO KINSHASA (RDC)

Du Congo Kinshasa, c'est l'école Lisanga qui approvisionne TerrEspoir en citronnelle séchée.

---

## TANZANIE

L'organisation Swissaid a plusieurs projets en Tanzanie pour encadrer les cultivateurs. Michèle Zufferey, membre du Conseil de fondation, a pu mettre TerrEspoir en relation avec le bureau de Swissaid à Dar-es-Salaam. Une synergie intéressante devrait pouvoir se réaliser avec Swissaid pour aider les producteurs à valoriser leurs produits et suivre le projet sur place.

Un voyage de prise de contact a donc lieu en juillet 1998, au cours duquel Olivier Martin compte visiter divers groupements dans la région d'Arusha, au nord de la Tanzanie. Il rencontre des groupements bien organisés avec des produits de qualité, principalement des fruits de la passion. Des avions de transport de marchandises font escale à Arusha en route vers l'Europe. Mais le prix du fret est élevé, et il n'y a pas d'emballages adaptés sur place.

Il faut par conséquent essayer d'établir une filière depuis Dar es-Salaam, pour exporter un fruit semblable à la mangue, mais plus astringent ainsi que des fruits de la passion et des grenadilles. Un envoi expérimental est effectué en janvier 1999. Les fruits sont expédiés dans de grands cartons et arrivent dans un état déplorable. Malheureusement, le bureau de Swissaid en Tanzanie ne perçoit pas l'intérêt du projet et n'apporte aucun soutien. L'expérience s'arrêtera avec ce premier et seul envoi !

---

## BÉNIN

Les premiers contacts avec le Bénin ont lieu en novembre 2000 avec David Dossoumi. Olivier Martin visite le centre Songhaï de Porto Novo qui forme des jeunes à une agriculture biologique avec des intrants naturels. Plusieurs jeunes sont déjà installés dans leur ferme. Quelques-uns sont visités dans la région de Cotonou. Ils ont délaissé les cultures fruitières par manque de débouchés mais sont très intéressés par le projet.

David ira faire un stage de trois semaines au Cameroun pour apprendre comment se fait le contrôle des achats chez les producteurs. La filière Bénin pourrait alors démarrer en février 2001. Pourtant, il n'y aura que trois envois avant que la compagnie d'aviation Sabena ne fasse faillite.





---

## AFRIQUE DU SUD

L'un des produits phares de TerrEspoir est la mangue. Mais c'est aussi l'un des rares à être saisonnier (mars à juillet). Pendant quelque temps, il a été possible de trouver des mangues et des litchis au Congo Brazzaville, de novembre à mars. Mais depuis les troubles survenus dans ce pays, stoppant de fait les exportations de fruits, la Fondation TerrEspoir a exploré différentes possibilités de rechange, qui n'ont pas abouti à ce jour.

En novembre 1999, le pasteur Jean-François Bill d'Afrique du Sud, de passage en Suisse, a l'occasion de parler de la situation des fermiers noirs en Afrique du Sud et de leur désir de trouver des opportunités de réseaux économiques. Assez rapidement, un contact a été noué avec Jean-François Bill pour lui soumettre notre projet et notre souhait d'établir un partenariat avec ces producteurs.

L'une des sous-régions prospectées est la région de Thohoyandou qui formait le homeland de Venda. Cette région a donc uniquement des producteurs noirs, petits producteurs dont les vergers couvrent un à dix hectares. On y trouve principalement des manguiers, des avocatiers et des litchis. La commercialisation de ces produits n'est pas organisée, et chaque producteur essaie d'écouler ses produits sur les marchés locaux ou dans des fabriques de transformation en achar (condiments avec huile et piment). Ils n'ont actuellement aucun accès au marché d'exportation qui est entre les mains des grandes fermes commerciales dirigées par des blancs. De ce fait, l'initiative de TerrEspoir a tout de suite suscité un grand intérêt, tant chez les autorités administratives que chez les producteurs.

Deux variétés de mangues naturelles ont particulièrement retenu l'attention : la Peach qui est une petite mangue ronde, couleur pêche et la Sabre qui est plus allongée. La Peach est un peu fibreuse, a un noyau assez gros et une chair orange et un peu sucrée. La Sabre a un noyau plat, davantage de chair et pratiquement pas de fibres. Ces deux variétés de mangues sont assez précoces (la Peach un peu plus que la Sabre) et pourraient être disponibles de mi-novembre à mars.

Une visite sur le terrain a pu se faire au mois de décembre 2000 qui a permis de rencontrer les différents groupements de producteurs.

Une fourchette de prix a été établie qui se situera :

- pour les mangues, entre 2,5 et 3 Rands par kilo ;
- pour les avocats, entre 2 et 2,5 Rands par kilo ;
- pour les litchis, autour de 5 Rands par kilo. (1 CHF vaut 4,5 Rands).

Pour les frais fixes par kilo, qui comprennent les emballages, la manutention, le transport et les frais administratifs, il manquait tous les éléments pour déterminer les différents coûts, mais le total devrait se situer autour de 3,5 Rands.

C'est Jean-François Bill qui se chargera du transport et de l'expédition des produits à Johannesburg. Le premier envoi se fait en janvier 2002, après plus d'une année de tracaseries administratives. Il y aura quatre envois en 2002 et un en 2003. L'augmentation du prix du transport, tant sur place que pour le fret aérien, sonnera le glas de ce partenariat !







**SAMUEL DJOMO**







# TROIS REGARDS RÉTROSPECTIFS

**Une conclusion en trois parties, d'abord celle du fondateur. En 1990, deux ans avant le lancement de notre aventure, DM-échange et mission publiée au dos d'une brochure une prière du Père Louis-Joseph Lebreton intitulée : « Envoie-nous des fous ».**

« O Dieu, envoie-nous des fous, qui s'engagent à fond, qui oublient, qui aiment autrement qu'en paroles, qui se donnent pour de vrai et jusqu'au bout. »

Cette prière reflétait un état d'esprit de cette époque, qui a certainement permis à une initiative telle que TerrEspoir de naître et de se développer, sur un coup de cœur, avec des moyens minimes, sans que l'on n'ait entrepris, au préalable, de grandes études de faisabilité. Je suis reconnaissant aux pasteurs Georges Morier-Genoud et Georges Andrié d'avoir été les porteurs de cet état d'esprit.

En ce temps-là, le DM est encore très imprégné des principes selon lesquels tout le monde doit avoir le même salaire et qu'il ne doit pas y avoir de classes sociales. Il y a un esprit d'équipe et un fonctionnement où l'on discute ensemble des problèmes. La génération des pionniers de TerrEspoir, née au lendemain de la guerre, a été une génération privilégiée.

Parallèlement, la mondialisation entraîne une déconnexion croissante entre le social et l'économie. Les conséquences socio-économiques et environnementales sont dramatiques et représentent une véritable bombe à retardement à même de mener à l'explosion sociale. D'un moyen de relation entre les hommes, le commerce est souvent devenu un enjeu de pouvoir et de profit privé lié à la spéculation à court terme. Alternative modeste, mais prometteuse, le commerce équitable veut restaurer des relations économiques justes et durables.

De nombreuses initiatives telles que TerrEspoir ont pu se réaliser sans grands moyens de départ, mais grâce à la conviction et à l'engagement de nombreuses personnes.

Nous aurions espéré avoir davantage de succès avec les partenariats multiples que nous avons essayé de mettre en place dans les différents pays africains. Cette relative déception témoigne simplement de la complexité d'avoir de bons produits, de bonnes conditions d'exportation et de bons partenaires pour assurer la réussite d'un projet. Seul le Cameroun aura permis de réunir tous ces critères sur la durée, même si la situation reste très fragile !

Une autre pensée, celle de Saint François d'Assises, a guidé tout notre développement :

« Pour commencer, nous allons faire les petites choses faciles, petit à petit, nous nous attaquerons aux grandes, et quand les grandes choses seront faites, nous entreprendrons les choses impossibles. »

Nous avons toujours et encore besoin de fous qui s'engagent à fond, qui oublient, qui aiment autrement qu'en paroles et qui se donnent pour de vrai et jusqu'au bout.



## TROIS REGARDS RÉTROSPECTIFS

Puis l'évocation plus spirituelle et visionnaire d'une agricultrice suisse, Anne Chenevard :

« Moi, l'agricultrice d'ici, je souhaite te soutenir, toi l'agricultrice de là-bas. Ton labeur n'est pas tant différent du mien, tes aspirations non plus. Tu souhaites, tout comme moi, que ton travail puisse nourrir décemment ta famille, éduquer tes enfants, leur apporter les soins et le toit dont ils ont besoin pour grandir. Tu t'esquintes à labourer, fertiliser, irriguer une terre parfois ingrate. Ta récolte est ta fierté, l'argent que tu en retires, ta liberté. Tes projets, tes espoirs t'aident à avancer, encore et encore. Parce que tu es entreprenante, parce que tu n'as pas peur de t'investir, parce que tu crois en l'avenir, tes projets, tes espoirs se concrétiseront.

Mais tes craintes, tes déceptions, tes révoltes sont aussi les miennes. Déception lorsque ta récolte n'est pas à la hauteur du travail fourni, ou que le prix n'est pas celui espéré. Révolte lorsque ta terre est souillée par les activités de l'agrobusiness. Révolte encore lorsque ton gouvernement ferme les yeux devant les agissements peu scrupuleux des multinationales. Craintes que ta terre ne te soit expropriée. Craintes pour l'avenir de ta famille, pour sa santé. Craintes de devoir aller chercher ailleurs de quoi vivre. Mais ta dignité, ta ténacité, ton courage te font garder la tête haute, toi qui as dû si souvent courber l'échine. Et en ça je t'admire, agricultrice, femme de là-bas. Jamais tu n'abandonnes, jamais tu ne baisses les bras. Et c'est pour cela que moi, l'agricultrice d'ici, je consacre un peu de temps à TerrEspoir. Pour qu'on entende ta voix, pour qu'on reconnaisse ton travail et pour que tu puisses vivre décemment de ton labeur.

Nous, agriculteurs du monde entier, avons la lourde tâche de nourrir la planète. La qualité de nos produits, une terre préservée et traitée avec respect, des revenus décents sont l'assurance d'un futur pour nos enfants. L'avenir de notre planète repose en grande partie sur l'agriculture familiale, et cela, TerrEspoir l'a bien compris. Soutenir l'agriculture familiale de là-bas comme celle d'ici est notre responsabilité à tous.

Cette terre, la tienne, la mienne, nous la cultivons, nous la respectons, mais nous savons aussi qu'elle ne nous appartient pas. Nous la transmettrons un jour à nos enfants, qui eux aussi en prendront soin. Et le jour venu, cette terre, notre terre, nous accueillera. »

Troisièmement, il faut entendre la voix africaine, peut-être la plus forte, car elle ramène au problème évoqué par Luc-Norbert Kenne, André Schulé et Olivier Martin, au printemps 1992, dans le bureau du premier nommé et témoigne de la solution que TerrEspoir a apportée. Le texte suivant est tiré des rapports des comités régionaux de Bandjoun et de Douala à l'Assemblée des membres :

« Nous ne manquerons pas de souligner que les enfants des producteurs ont retrouvé le chemin de l'école longtemps abandonné, grâce à notre banane achetée par TerrEspoir.

Les membres des cinq groupes de séchage de Douala se composent des jeunes filles et hommes désœuvrés, des orphelins, des jeunes filles-mères. L'objectif de ces groupes est la lutte contre le chômage, corollaire de la délinquance juvénile. »





**PAULINE MEKONTSO ET ELISABETH GOUEGNI**







**PRODUCTEUR DE CARTONS**







# MAIS ENCORE...

## CONVENTION

Entre la Fondation TerrEspoir Suisse et le GIC TerrEspoir du Cameroun, Douala, concernant les principes et le fonctionnement du programme TerrEspoir.

### PRINCIPES ET BUTS

**Objectifs de l'action de TerrEspoir/** Basée sur le principe qu'une aide au développement efficace doit passer par la valorisation de la personne et de ce qu'elle fait, la démarche de TerrEspoir désire être un engagement concret sur les causes des déséquilibres Nord-Sud.

Cette démarche se traduit par : des actions de commercialisation de produits frais et transformés du Sud vers la Suisse ; un appui à la transformation locale des produits (création de valeur ajoutée) et à la mise en place de réseaux de commercialisation Sud-Sud.

Cette action veut redonner espoir aux cultivateurs africains pour une rétribution équitable de leur travail, tout en contribuant à une meilleure information du public suisse sur la problématique du marché mondial.

**Les producteurs/** Les producteurs de TerrEspoir sont de petits agriculteurs ou des groupes encadrés par le GIC et, de façon ponctuelle, par la Fondation TerrEspoir en Suisse.

La structure du GIC doit permettre une réelle participation des agriculteurs à la gestion et à l'organisation de l'action.

La démarche de TerrEspoir repose sur la conviction que les paysans engagés dans un programme défendant leurs droits puissent être capables de se prendre en charge à moyen et long terme.

**Les produits/** Les produits sont la carte de visite de l'action TerrEspoir : ils doivent être d'excellente qualité et conformes aux exigences du marché suisse. Il s'agit de produits frais ou transformés, devant répondre au moins aux deux critères suivants : ils proviennent de groupements de cultivateurs ou de petits cultivateurs, ils sont fraîchement cueillis à maturité et ne doivent pas être traités (qualité dite naturelle).

Tout commerce entraîne des interdépendances : il faut donc veiller à ce que les producteurs ne dépendent pas que de l'exportation et donc que des réseaux de distribution se réalisent au niveau local.

**L'ancrage institutionnel/** A moyen terme, tant en Suisse qu'au Cameroun, TerrEspoir tendra à travailler de manière autonome, pour permettre une responsabilisation croissante des producteurs.







MAIS ENCORE...

#### **TERRESPOIR SUISSE S'ENGAGE À**

- Acheter à TerrEspoir Cameroun des produits frais et transformés, selon un calendrier et en quantités négociées régulièrement en fonction des besoins du marché.
- Payer les prix fixés dans le contrat, pour autant que les critères de qualité et de provenance soient respectés. Ces prix sont constitués, d'une part, du montant perçu par les producteurs et, d'autre part, d'une somme forfaitaire qui inclut tous les autres frais. Ces prix sont susceptibles de réajustement.
- En cas d'envoi de mauvaise qualité, TerrEspoir-Suisse pourra refuser la marchandise et déduire de la note de crédit, sauf en cas de force majeure :
  - le prix des produits
  - le prix forfaitaire par kilo
  - les frais de fret, de douane et d'aéroport
- Mener toute démarche utile en vue de développer cette action dans une perspective à long terme.
- Tenir un rapport sur son travail et mener une gestion transparente. Ces rapports pourront être consultés par les partenaires.

#### **TERRESPOIR CAMEROUN S'ENGAGE À**

- fournir des produits respectant les critères de qualité et de provenance, à savoir :
  - des produits venant de groupements de cultivateurs ou de petits cultivateurs ;
  - des produits non traités et fraîchement récoltés à maturité (qualité naturelle).
- payer aux producteurs les prix fixés dans le contrat négocié avec TerrEspoir Suisse ;
- respecter la clause précisant qu'en cas d'envoi de mauvaise qualité, sauf en cas de force majeure, seront déduits de la note de crédit ;
- le prix de la marchandise :
  - le prix forfaitaire par kilo ;
  - les frais de fret, de douane et aéroport.
- promouvoir des groupements bien structurés, capables de lui livrer les marchandises demandées et passer des accords avec ces groupements de producteurs. Promouvoir également des réseaux de distribution des produits aux niveaux local et régional ;
- veiller à la constitution d'un Comité de gestion qui compte une majorité de paysans. Tenir un rapport régulier sur son travail et mener une gestion transparente. Ces rapports d'activités et financiers trimestriels pourront être consultés par les partenaires.

#### **DISPOSITIONS FINALES**

- La présente Convention entre en vigueur dès son acceptation par la Fondation TerrEspoir Suisse et par le GIC TerrEspoir au Cameroun ;
- Les deux parties contractantes peuvent en tout temps faire des propositions de complément ou de modification qui doivent être ratifiées d'un commun accord pour entrer en vigueur ;
- Les prix fixés pour les produits et les frais fixes font l'objet d'un contrat séparé, annexé à la présente Convention. Ils sont modifiables moyennant l'accord des deux parties.





## CARACTÉRISTIQUES PRODUITS

PRODUITS	CARACTÉRISTIQUES
<b>ANANAS</b>	0,9 à 1,3 kg ; degré de maturité 2 (3/5° jaune)
<b>AVOCATS</b>	250 à 300 gr/pièce. Fruit arrivé à maturité mais restant encore ferme. Variété vert foncé, sans fibres, et à petit noyau. Doit être cueilli avec précaution et sans blessures.
<b>PAPAYES</b>	250 à 500 gr/pièce. Variété dite « Solo » ; doit être cueillie avec précaution, sans blessures.
<b>MANGUES</b>	5 à 6 fruits par kilo. Variété sans fibres, sans taches noires, cueillie avec précaution.
<b>LIMES</b>	12 à 13 fruits par kilo. Variété vert foncé et lisse.
<b>BANANES DOUCES</b>	Environ 10 doigts au kilo. Variété dite « Tiko » ou variété « Batié » aux doigts courts et bien remplis à la cueillette.
<b>FRUITS DE LA PASSION</b>	Environ 20 fruits au kilo. Fruits violets.
<b>BANANES PLANTAINS</b>	Variété « gros doigts », cueillie mûre et pas blessée.
<b>PIMENTS FRAIS</b>	Variété jaune ou rouge ; gros piments cueillis verts tournants ; sans piqûre d'insectes et non véreux.
<b>GOYAVES</b>	12 à 13 fruits par kilo. Pulpe rouge. Fruits cueillis mûrs mais encore verts.
<b>NOIX DE COCO</b>	600 à 800 grammes/pièce. Variété lisse, noix bien débourée à la chair tendre.
<b>ARACHIDES FRAÎCHES</b>	Coques bien pleines, lavées et séchées pour éviter les moisissures.
<b>IGNAMES</b>	Variété blanche et farineuse, récoltée sans blessure, lavée et séchée.
<b>PATATES DOUCES</b>	200 à 350 grammes/pièce. Variété blanche et farineuse.
<b>AUBERGINES, GOMBOS GINGEMBRE, ETC.</b>	Produits locaux, cueillis mûrs et encore frais.
<b>FRUITS SÉCHÉS</b>	Fruits naturels séchés à la température de 50 degrés dès les six premières heures et à 40 degrés les heures suivantes.



MAIS ENCORE...

---

## LISTE DES MEMBRES DU COMITÉ DE GESTION DE 1994 À 2015

<b>COMITÉ DE GESTION</b>	<b>94- 97</b>	<b>97-2000</b>	<b>2001-2004</b>	<b>2005-2007</b>
<b>POSTES</b>				
Délégué	Wouappi Samuel	Samuel	Foka André	Foadjo Augustin
Vice-délégué	Tchoffo Pauline	Tchoffo Pauline	Tadah Martin	Tadah Martin
Secrétaire générale	Hamaha Daniel	Tedom Bosco	Tedom Bosco	Sipowa Simplicie
Vice secrétaire		Bimem Colette	Bimem Colette	Noubissi Jeanne D'arc
Commissaire aux comptes	Eding Emmanuel	Nwafo Jean Paul	Tchankwe Bosco	Deffo Jean Jules
Pasteur conseiller	Luc Norbert Kenne	Luc Norbert Kenne Kamgue Jules Simo	Ndensi Jacques	Ndensi Jacques
	<b>2008-2010</b>	<b>2011-2013</b>	<b>2014-2015</b>	
<b>POSTES</b>				
Délégué	Tedom Bosco	Tedom Bosco	Tedom Bosco	
Vice-délégué	Kamta Patrice	Kamta Patrice	Kamta Patrice	
Secrétaire générale	Kamga André	Kamga André	Kamga André	
Vice secrétaire	Simo Florence	Simo Florence	Simo Florence	
Commissaire aux comptes	Tchankwe Bosco	Tchankwe Bosco	Tchankwe Bosco	
Pasteur conseiller	Nyamsi Louis Lopez	Nyamsi Louis Lopez	Nyamsi Louis Lopez	





## LISTE DES MEMBRES DU BUREAU ADMINISTRATIF DE 1994 À 2015

<b>EQUIPE ADMINISTRATIVE</b>	<b>94- 97</b>	<b>97-2000</b>	<b>2001-2004</b>	<b>2005-2007</b>
<b>POSTES</b>				
Gestionnaire/Trésorier	Sop Martin	Sop Martin	Eding Emmanuel	Eding Emmanuel
Coordinateur	Sobgui Josué Mewa Ernest	Lontio Boniface Hamaha Daniel	Eding Emmanuel Mewa Ernest	Mewa Ernest Hamaha Daniel
Chauffeur	Gilbert	Nono Gabriel	Nono Gabriel	Nono Gabriel
Secrétaire comptable	Djou Sylviane Blanche	Djou Sylviane Blanche	Djou Sylviane Blanche	
Chargé de suivi		Paoussi Abraham (98/99) Tape Maurice (99/2000)	Tape Maurice	Felix (Meutchieye)
	<b>2008-2010</b>	<b>2011-2013</b>	<b>2014-2015</b>	
<b>POSTES</b>				
Gestionnaire/Trésorier	Eding Emmanuel	Nicaise Mambou		
Coordinateur	Mewa Ernest	Mewa Ernest	Mewa Ernest	
Chauffeur	Nono Gabriel	Nono Gabriel	Nono Gabriel	
Secrétaire comptable	Djou Sylviane Blanche	Djou Sylviane Blanche	Djou Sylviane Blanche	
Chargé de suivi	Meutchieye Felix	Nicaise Mambou		





MAIS ENCORE...

---

## **TERRESPOIR SUISSE / MEMBRES DU CONSEIL DE LA FONDATION**

Simone Brandt-Bessire, 1995 - 2002  
Marie-Jeanne Delessert, 1995 - 1997  
Michel Egger, 1995 - 2004  
Olivier Martin, 1995 - 2008  
Jacques Wehrli, 1995 - 2008  
Michèle Zufferey, 1995 - 2008  
Evelyne Roulet, 1997 - 2004  
Chantal Peyer, 2002 - 2008  
André Räss, 2004 - 2007  
Marc Morier, 2004 - 2007  
Valéry Bezençon, 2007 - 2009  
Sylviane Humbert, 2007 - 2011  
Laurent Venezia, dès 2008  
Daniel Tillmans, dès 2008  
André Kissling, dès 2009  
Etienne Ruegg, dès 2011  
Michel Gillard, dès 2012  
Etienne Schaufelberger, dès 2013

---

## **TERRESPOIR SUISSE / MEMBRES DU COMITÉ DE L'ASSOCIATION DE SOUTIEN**

Catherine Bigler dès 1999, présidente, 1999 - 2004  
Camille Egger-Foetisch dès 1999, présidente en 2005  
Evelyne Roulet, 1999 - 2009  
Robert Fardel, 1999 - 2005  
Christine Roth, 1999 - 2002  
Marylise de Ribeaupierre, 1999 - 2000  
Etienne Dollfuss, 1999 - 2000  
Nelly Favez, 2003 - 2008  
Pierre Aeby dès 2003, président, 2006 - 2011  
Jean-Claude Zangger, 2009 - 2014  
Jacques Wehrli dès 2011, président dès 2012  
Véronique Roggo dès 2015



## STATISTIQUES DE 1992 À 2015

ANNÉE	KG IMPORTÉS	CA	KG/SEMAINE
1992	2 100	6 866	300
1993	18 172	79 777	454
1994	57 129	248 745	1 242
1995	85 378	446 800	1 892
1996	101 422	540 782	2 113
1997	119 383	683 370	2 487
1998	114 642	685 174	2 388
1999	133 361	841 838	2 778
2000	128 739	830 607	2 798
2001	133 717	880 791	2 785
2002	147 863	943 057	3 080
2003	159 433	942 824	3 253
2004	171 776	1 008 964	3 578
2005	163 653	927 811	3 481
2006	160 657	953 764	3 418
2007	154 497	952 615	3 297
2008	150 240	984 388	3 196
2009	161 532	1 076 594	3 351
2010	161 060	1 038 578	3 355
2011	155 600	996 091	3 242
2012	144 690	921 750	3 078
2013	137 880	885 631	2 934
2014	138 295	866 527	2 881
2015	135 275	813 000	2 818
<b>Total</b>	<b>3 036 494</b>	<b>18 556 344</b>	

Ce sont environ 6,5 millions de francs qui ont été envoyés en Afrique de 1992 à 2015.



MAIS ENCORE...

---

## PRINCIPAUX CRITÈRES DU COMMERCE ÉQUITABLE

- Relation directe entre producteurs et consommateurs évitant le plus possible les intermédiaires et les spéculateurs.
- Pratique d'un juste prix qui permet au producteur et à sa famille de vivre dignement : « Chaque personne doit pouvoir vivre dignement de son travail ».
- Garantie du respect des droits fondamentaux des personnes (refus de l'exploitation des enfants, de l'esclavage) ; dans le cas où les producteurs sont des salariés, respect des conditions de travail correspondant au minimum aux normes internationales du Bureau international du travail ou du pays si celles-ci sont supérieures à celles-là ; respect du droit d'association, interdiction du travail forcé ; financement partiel avant la récolte (dans le mouvement du commerce équitable, le taux minimal est de 60 %) si les producteurs le demandent, pour permettre l'achat des matières premières et le lancement de la production.
- Établissement de relations et de contrats à long terme, basés sur le respect mutuel et le respect de valeurs éthiques.
- En plus de ces critères minimaux, les organisations de commerce équitable ont établi, dans certains cas, des critères de "progrès" favorisant le développement durable des groupes de producteurs ou de salariés.
- Préservation de l'environnement.
- Produits de qualité proposés aux consommateurs.

Contrairement à une idée reçue, un produit du commerce équitable n'est pas nécessairement plus cher qu'un produit du commerce conventionnel. C'est la répartition des coûts et des bénéfices qui est différente.



**ET POUR TERMINER...**





ET POUR TERMINER...



**MERCI À TOUTES  
CELLES ET CEUX  
QUI SONT LES ARTISANS  
DE CE BEAU PROJET**









---

## L'AUTEUR

Olivier Martin est né en 1946. Après avoir obtenu son diplôme à l'Ecole de Commerce à Lausanne, il a suivi les cours annuels de l'Ecole d'agriculture de Cernier, Neuchâtel. Puis, il a suivi des cours de technicien en agronomie tropicale et a fait son travail de diplôme sur la culture des agrumes en Israël où il a passé six mois dans un kibboutz.

Engagé par la Coopération suisse, il a passé trois ans au Tchad pour la mise en place d'un Centre de formation professionnelle agricole, avec le but d'introduire la culture attelée dans le sud du pays.

De retour en Suisse, il a travaillé cinq ans à l'Ecole d'agriculture de Marcelin-sur-Morges en tant qu'assistant. Il a obtenu la Maîtrise fédérale agricole pendant cette période.

À partir de 1977, il a été engagé par DM-échange et mission, tout d'abord en tant qu'envoyé comme directeur de la ferme-école de Bagam au Cameroun pendant quatre ans, puis en tant qu'animateur du Service Chrétien d'Animation Rurale (SCAR). Enfin, il a été secrétaire exécutif pour les relations avec l'Afrique centrale.

Olivier Martin a été impliqué dans la création des Paysans solidaires, du SECAAR et de TerrEspoir.

